



**HAL**  
open science

# La participation citoyenne au regard des nouveaux praticiens des territoires

Coline Rande

► **To cite this version:**

Coline Rande. La participation citoyenne au regard des nouveaux praticiens des territoires. Environnement et Société. 2015. dumas-01281206

**HAL Id: dumas-01281206**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01281206v1>**

Submitted on 1 Mar 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Master 2 « Innovation et Territoire »  
Institut de Géographie Alpine  
Université Joseph-Fourier**

# *La participation citoyenne au regard des nouveaux praticiens des territoires*

**Coline RANDE**  
Promotion 2014-2015

**Sous la direction de Marcus ZEPF**  
Directeur de l'Institut d'Urbanisme de Grenoble

**Université  
Joseph Fourier**   
GRENOBLE



*« Ce n'est pas un signe de bonne santé que d'être bien adapté à une société  
profondément malade. »*

Jiddu Krishnamurti

*« Ils te veulent dressé, ivre, planqué comme la plupart  
Blessé, triste, ventre vers la surface  
Nageoires au sol en train de mendier l'droit d survivre  
Y'a qu'les poissons morts qui suivent le courant, toi tu vis. »*

Furax - Les poissons morts

*« N'oubliez pas d'être un peu fêlé pour laisser passer la lumière. »*

Inconnu

## Je tiens à remercier

Marcus Zepf, mon directeur de mémoire, pour son encadrement, son soutien et ses conseils.

Charles Ambrosino d'avoir accepté de faire parti de mon jury et d'accorder ce temps nécessaire pour la lecture et la correction de ce mémoire

Le corps enseignant et professionnel rencontré durant ce master 2 ITER, pour le contenu des cours ; les références et idées transmises.

Mathieu Champmartin, mon maître de stage, pour son écoute, sa patience, sa relecture, son soutien et les moments passés ensemble à développer des outils, galérer avec notre matériel dans le métro parisien, mettre en place des projets, discuter de nos perspectives.

L'équipe Robins, disponible pour partager, discuter, donner un coup de main.

Elise Macaire pour la correction de ma grille d'entretien et la discussion autour de son travail et de l'amorce du mien.

Mattia Paco Rizzi du collectif Exyzt, Yvan Detraz de l'association du Bruit du Frigo, et (encore) Mathieu Champmartin de l'association Robins des Villes pour les entretiens qu'ils m'ont accordés.

Toutes les personnes rencontrées durant ce stage : les habitants-es et associations audoniennes, Mélanie de Mains d'Oeuvres, Farid et la maison de quartier Plaine à St Denis, Mélanie de la Fabrique des Impossibles, Tibo de l'équipe HQAC, Waël de Maad 93 et Manon Loubet pour sa gentillesse et ses bons plans mexicains.

Mes camarades de promo, bien sûr, qui me donnent du baume au cœur. Un merci particulier à Lise toujours en soutien sans qui cette année aurait été plus dure encore ! Mais aussi Toma, Simon, Angélique, Laetitia et Paul, Céline.

Mes doux ami-e-s, toujours là, malgré les kilomètres : Maÿlie, Gaëlle, Vanille, Pauline, Vince, Dam's, Cyrielle, Quentin, Manuela, Lucie et Matthieu.

Thibaut, pour ce temps laissé lors des moments de rédaction, pas toujours facile mais sûrement nécessaire.

Mamie, pour son soutien téléphonique.

Cath, pour le week-end ressourçant au grand air.

Et bien sûr (et surtout), mes « premiers supporters », les toujours présents, toujours rassurants sans qui rien ne serait pareil : mes parents dont ma mère qui me donne le souffle, l'énergie et la confiance pour me sentir (toujours) d'attaque.

<b>Introduction</b>	<b>5</b>
<b>1 Aborder le territoire de manières différentes</b>	<b>7</b>
1.1 Quid de modes de pensée et de faire décalés dans les champs de l'architecture, urbanisme ou encore la géographie	7
1.1.1 L'architecture habitée par Lucien et Simone Kroll	8
1.1.2 L'urbanisme situationniste par Guy Debord	10
1.1.3 Pratiques alternatives aux Etats Unis : advocacy planning et community planning	13
1.2 Des initiatives citoyennes, parfois spontanées, qui alimentent le renouvellement des pratiques professionnelles territoriales	16
1.2.1 Regard sur l'histoire : les luttes urbaines et autres mouvements	17
1.2.2 Changement de paradigme depuis la crise de 2008 ?	20
1.2.3 Capacité de résilience et construction d'un autre modèle : des alternatives en ébullition	21
<b>2 Nouveaux praticiens pour de nouvelles pratiques</b>	<b>25</b>
2.1 « L'amour de la discipline, la haine de la profession »	25
2.1.1 Recrudescence de collectifs pour « s'ancrer dans le réel »	26
2.1.2 Des collectifs qui abordent le territoire par trois types d'actions identifiées	29
2.1.3 « Micro-architecture », « balades urbaines » et autres outils développés par les collectifs	33
2.2 La participation citoyenne, fer de lance des nouveaux praticiens, mais jusqu'à quels niveaux ?	37
2.2.1 Concepts et repères de la participation citoyenne	37
2.2.2 Les habitants-es attendu-es à différentes étapes du projet selon les collectifs	41
2.2.3 La participation citoyenne au regard du collectif Exyzt et de l'association De L'Aire	44
<b>3 Limites et écueils, une expérimentation pour aller plus loin ?</b>	<b>48</b>
3.1 Enjeux extérieurs et questionnements sans réponse qui limitent la volonté participative des nouveaux praticiens	48
3.1.1 Exemple du type de complications inhérentes à un projet mené par l'équipe francilienne de l'association Robins des Villes	48
3.1.2 Contraintes nouvelles, enjeux politiques : des éléments extérieurs qui amoindrissent l'ambition participative	52
3.1.3 Quid des questions sans réponses	54
3.2 Retour sur un processus de recherche confronté au terrain	57
3.2.1 Partir volontairement d'un constat naïf pour laisser la place à tout étonnement	58
3.2.2 Une hypothèse qui se confronte aux ambitions des nouveaux praticiens et aux réalités du terrain	59
3.2.3 La participation citoyenne dans les projets territoriaux : pratique standardisée ou réelle ambition émancipatrice ?	61
<b>Conclusion</b>	<b>64</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>67</b>
<b>Annexes</b>	<b>72</b>

## Introduction

Force est de constater les alternatives naissantes aux manières trop longtemps établies de réfléchir, d'appréhender, de faire les territoires depuis une vingtaine d'années. En réponse à une crise sociale, politique, économique mais aussi territoriale due à un urbanisme fonctionnel et globalisé, des associations et collectifs s'engagent. Ils réagissent et investissent les territoires péri-ruraux, ruraux, urbains ou encore péri-urbains avec de nouvelles valeurs d'approche et d'action.

Au-delà des contextes dans lesquels ces réactions humaines et professionnelles s'inscrivent, il est intéressant de mieux se saisir du rôle de ces nouveaux professionnels. Sont-ils des acteurs qui apaisent les tensions, maintiennent le cours des événements ou déclenchent des initiatives plus endogènes et autogérées dans un but d'émancipation ? « Nouveaux praticiens urbains<sup>1</sup> » ou acteurs classiques, comment les définir et les appréhender au mieux ? Quelles sont les ambitions et valeurs de ces collectifs ? Quels sont leurs outils ? Les particularités de ces derniers ? Quelle est leur échelle d'action ? Sont-elles plurielles ? Quelle transposition est-il possible à d'autres échelles ? Qu'est-ce qui fait innovation dans leurs démarches ? Si tant est que leurs actions s'inscrivent dans une dynamique innovante ? Et à la vue de tout cela, y-a-t-il un changement de paradigme qui s'établit dans le champ territorial ?

Un regard plus spécifique sera porté sur les pratiques de l'association des Robins des Villes<sup>2</sup>, qui depuis 1997, s'engage dans une démarche d'éducation populaire à la ville. Mais aussi aux projets d'aménagement et de réappropriation des friches communément connues comme « interstices urbains<sup>3</sup> ». Quels sont les enjeux et les ambitions poursuivies sur ces territoires incertains ?

---

<sup>1</sup> GWIAZDZINSKI Luc, « De l'expérience géo-artistique à un nouveau design métropolitain. Hybridation des pratiques et esthétisation des espaces publics », in Rouet G., Dufoulon S., 2014

<sup>2</sup> Lieu de stage durant six mois dans le cadre du master 2 Innovation et Territoire, 2014-2015

<sup>3</sup> NICOLAS-LE STRAT Pascal, « Multiplicité interstitielle », 2006, « Occupation temporaire »,

La France, comme d'autres pays, traverse depuis plusieurs années une crise plurielle qui gangrène, notamment, la « démocratie urbaine<sup>4</sup> ». En réponse à ce manque, plusieurs professionnels s'engagent dans un rééquilibrage. L'idée de ce mémoire vise à éclaircir plus en détails leurs ambitions, leurs rôles, leurs outils. Mais aussi à analyser leurs réelles capacités d'action et de changements dans l'échiquier territorial et politique. Quelle est une des principales volontés de ces nouveaux acteurs du territoire ? Ces derniers ancrent leurs actions dans une ambition humaine, démocratique, collective et participative. L'hypothèse avancée dans ce mémoire est la suivante : ces nouveaux acteurs du territoire font de la participation citoyenne leur fer de lance et associent les habitant-e-s à toutes les étapes du projet territorial, ou architectural, ou urbanistique. Ils sont dans une ambition d'émancipation et de réappropriation citoyenne.

Un premier temps du mémoire apportera plusieurs précisions quant au contexte pluriel dans lequel s'engage cette réaction des professionnels des territoires mais aussi aux différentes sources d'inspiration desquelles ces démarches découlent : architecture habitée ou encore écologique, droit à la ville, psychogéographie...

Un deuxième temps permettra de mieux se saisir du rôle des collectifs au regard de la participation citoyenne. Un premier regard sera porté sur leurs origines, leurs fondements, et leurs particularités. En suite, une analyse sera menée sur la place réservée aux habitant-e-s, l'exercent-ils tous de la même façon ? Si non, pourquoi ? Cette différence met notre hypothèse à mal dans quelle mesure ?

Un troisième, et dernier temps, permettra de se saisir d'enjeux indépendants de la volonté participative des collectifs remettant en question les ambitions poursuivies. A cela s'ajoutent d'autres questionnements qui subsistent et émergent. De quels ordres sont-ils ? Comment les dépasser ?

---

<sup>4</sup> NEZ Héloïse, DEBOULET Agnès, Savoirs citoyens et démocratie urbaine, PUR, 2014, 137p

# 1 Aborder le territoire de manières différentes

*Jamais dans la tendance, mais toujours dans la bonne direction.*

Scred Connexion

Chaque époque s'organise dans un contexte particulier. Les tendances générales qui s'en dégagent sont, au choix, sources d'indifférence, de soutien ou de critique entraînant là des oppositions. Par conséquent, chaque époque a ses résistant-e-s. Qu'ils soient chercheurs, artistes, jardinier-e-s, philosophes ou citoyen-ne-s, à un moment de l'histoire, de leur carrière, de leur vie, ils ont défendu des valeurs en lesquelles ils ont cru. Souvent à la marge, quelque fois dans le décalé, ils ont fait confiance à ce qui les tenait au plus profond d'eux-mêmes : les habitants-es. Ils se sont battus pour défendre un territoire, une opinion, un intérêt public, un bien commun. Ils ont eu un regard critique sur les conventions établies par l'ordre général... Ils ont créé, testé, renouvelé d'autres formes de travail, d'autres prises de décision, de nouvelles méthodologies plus sensibles, humanistes, solidaires, horizontales, citoyennes.

L'ambition de cette première partie consiste à mettre en avant quatre praticien-ne-s qui dans leur carrière ont développé des approches distinctes de pensée ou d'agir. Mais aussi à avoir un regard sur l'histoire, ses tensions et la réaction populaire de certain-e-s habitant-e-s sur un territoire donné à un moment donné. S'intéresser à ces initiatives parfois spontanées, d'autres fois réfléchies toute une vie est une manière de se rendre compte de l'avant-gardisme et du bon sens de ces propos. Propos qui aujourd'hui retrouvent toute leur force au vu du contexte de crise actuel.

## ***1.1 Quid de modes de pensée et de faire décalés dans les champs de l'architecture, urbanisme ou encore la géographie***

Dans ces prochaines lignes, un focus sera fait sur différents modes de pensée qui à un moment de l'histoire ont émergé. Il ne s'agit en aucun cas ici de garder une

cohérence temporelle mais plutôt de faire l'éclairage sur des professionnels et certaines idées qu'ils ont défendues. Libérés de la tendance générale, résolument tournés vers les habitants-es, ils ont ouvert un nouveau courant de pensée et d'action dans leur champ disciplinaire. Quel peut-être l'intérêt de ces démarches au vu de l'impasse actuelle des praticiens du territoire ? L'enjeu ici consiste à se rendre compte de l'actualité du sujet dans laquelle ce travail s'inscrit.

### 1.1.1 L'architecture habitée par Lucien et Simone Kroll

Lucien et Simone Kroll sont un couple emblématique dans l'histoire de l'architecture. Elle jardinière-paysagiste, lui architecte, ils s'attachent des années durant à montrer *la vie* dans chacun de leurs projets.

« *L'habitation est une action et non un objet* » écrira Lucien Kroll. Défenseur de l'architecture habitée, le couple s'oppose aux décisions logiques, au projet rationnel, à l'architecture en série et standardisée. C'est lorsque la complexité humaine est saisie dans le projet que *l'architecture est habitée*. Puisqu'à ce moment-là, elle est chargée de sens. Par conséquent, ils luttent contre les « machines à habiter » mais ils acceptent cependant de les soigner. Lucien sera sollicité, à Alençon, Amiens, Clichy, Hellersdorf... pour tenter de rendre des HLM habitables. Il dira lors d'une conférence<sup>5</sup> : « *Réhabiliter un prisonnier, c'est lui rendre ses droits civiques. Eh bien là aussi, je devais rendre ses droits civiques à ce bâtiment, qui était exclu de toute relation sociale, de toute liaison avec le paysage* ». L'ambition consiste à les humaniser. Kroll s'engage dans une « réhabilitation civile ». Plusieurs projets vont être abandonnés. Pour certains commanditaires, cela va trop loin.

---

<sup>5</sup> Lucien Kroll, à propos de l'opération, à Bethoncourt-Montbéliard, en conférence avec Hans Ulrich Obrist et Rem Koolhaas, Brussels Air Fair, avril 2012

Figure 1 : Remède architectural pour les invendus, dessin de Lucien Kroll



Source : Sous la direction de Patrick Bouchain, Simone et Lucien Kroll, *Une architecture habitée*, Actes Sud, 2013, 360p

Quand ils écrivent que « *tout est paysage* », ils s'engagent résolument dans une dimension écologique, au sens d'Haeckel « *la science des relations de l'organisme avec l'environnement*<sup>6</sup> ». Lucien et Simone s'attachent aux processus, ils ne travaillent pas à partir d'une méthode reproductible issue d'une formation formelle. Simone, dans sa conception des jardins, joue sur l'hétérogénéité, le désordre, la diversité. Elle compose avec lui et ne prend pas le pas sur le vivant. Lucien élabore ses projets à partir de « la parole habitante ». C'est la méthodologie qui lui vient « naïvement<sup>7</sup> » lors de sa première commande en 1957, à l'Abbaye de Maredsous. Le père Desclée lui demande de transformer une étable en ateliers d'artisanat. Lui laissant place à « l'imprévoyance », Lucien prend le temps, se promène et discute, en tête à tête ou en groupe, du travail de chaque artisan, de « ses manies », de ses besoins... Lors de ce projet, et d'autres encore comme celui de la Mémé<sup>8</sup>, la dimension *incrémentale* émerge. Il n'y a pas de projet décidé clé en main, pas de

---

<sup>6</sup> ERNST Haeckel, *Générale Morphologie der Organismen*, Berlin, Reimer, 1866

<sup>7</sup> Sous la direction de BOUCHAIN Patrick, Simone & Lucien Kroll *une architecture habitée*, Actes Sud, 2013, 358p

<sup>8</sup> En 1969, des étudiants de médecine à Louvain font pression pour pouvoir choisir l'architecte de leur nouveau campus. « *Nous ne voulons pas être le produit fini de votre machine-outil* » protestent-ils. Ils font appel à l'atelier Kroll, comme s'il était en capacité de comprendre la nouvelle forme d'organisation émergente post-68. Pendant deux ans, s'engage un travail avec eux pour réfléchir aux cinq bâtiments dont la fameuse Mémé (maison des étudiants en médecine). C'est un de ses projets les plus connus qui « *synthétise participation, utilisation de composants compatibles et pensée paysagère* ».

méthodologie prétendue. C'est la sérendipité<sup>9</sup>, le cours que prennent les débats, la parole habitante, le temps qui passe, l'inconnu, l'aléatoire qui « petit à petit », touche par touche, dessine le programme. L'*incrémentalisme* amène l'inattendu, c'est à ce moment-là que le projet prend tout son sens.

Simone et Lucien Kroll sont des écologistes. Ils respectent le vivant, les rythmes biologiques, les cinq sens. Résolument ouverts aux autres, ils privilégient le « laisser faire », l'écoute attentive pour ouvrir le « champ des possibles ». Ce « désordre vivant » crée « petit à petit » l'âme du projet, ce qui fait sens : la petite histoire, le grand souvenir.

Ils portent aussi une attention particulière à leurs voisins. De là, Lucien crée le concept de *vicinitude*, qui de *vicinus* en latin signifie voisin. Dans ses projets, il met un point d'honneur à la disponibilité et à la proximité que les situations de voisinage entraînent. Conscient que l'architecture influence le vécu, les relations. Lucien est bienveillant, dans ses projets, à la « société de voisins<sup>10</sup> » qu'offrent la rue, le quartier ou même le village. C'est une manière supplémentaire d'intégrer de l'humain aux projets architecturaux.

Ce couple a véritablement réformé l'architecture. A l'époque, il s'agissait de pratiques marginales. Depuis une quinzaine d'années, elles alimentent des initiatives qui tentent de répondre à l'impasse dans laquelle les architectes et urbanistes se trouvent.

### 1.1.2 L'urbanisme situationniste par Guy Debord

*La production capitaliste a unifié l'espace, qui n'est plus limité par des sociétés extérieures. Cette unification est en même temps un processus extensif et intensif de banalisation. L'accumulation des marchandises produites en série pour l'espace*

---

<sup>9</sup> De *serendipity*, la sérendipité est expliquée comme étant « la sagacité accidentelle » par Horace Walpole (1717-1797) à son ami Horace Mann, dans sa lettre en 1754.

<sup>10</sup> BARDET Gaston, Missions de l'urbanisme, Editions de l'Ouvrière, 1949

*abstrait du marché, de même qu'elle devait briser toutes les barrières régionales et légales, et toutes les restrictions corporatives du moyen-âge qui maintenaient la qualité de la production artisanale, devait aussi dissoudre l'autonomie et la qualité des lieux.*  
(...)

Thèse 165  
Extrait de DEBORD Guy, *La société du spectacle*, 3<sup>ème</sup> édition, 1992

Cela commence par une critique de l'urbanisme moderne. Radicale, elle se développe au départ dans *L'internationale Lettriste*, en 1952. L'urbanisme moderne impose des modes de vie consuméristes et détruit les vieux quartiers. Il est rationnel, fonctionnel, technocratique voire autoritaire. Il multiplie les fractures socio-spatiales et cantonne les habitant-e-s aux quatre fonctions définies par Le Corbusier : le travail, les loisirs, la vie et les transports. Pas de place pour l'imaginaire, pas de place pour la rencontre ni l'imprévu. Tandis que l'urbanisme fonctionnel parle d'habitat, ce qui se dessine comme étant l'urbanisme situationniste évoque *l'habiter*.

L'*urbanisme situationniste*, aussi appelé *urbanisme unitaire*<sup>11</sup>, est le fruit de Guy Debord, accompagné de Chtcheglov, Staram, Dahou, Wolman, Rumney, Jorn et d'autres encore. Ces hommes se concentrent à créer des « *situations* », c'est-à-dire un « *moment de la vie, concrètement et délibérément construit par l'organisation collective d'une ambiance unitaire et d'un jeu d'événements*<sup>12</sup> ».

Ils renouvellent la méthode d'analyse urbaine. C'est en 1955, dans *Introduction à une critique urbaine* que Debord définit la *psychogéographie* comme : « *L'étude des lois exactes, et des effets précis du milieu géographique, consciemment aménagé ou non, agissant directement sur le comportement affectif des individus* ». Dans la continuité du concept, il développe la *dérive*. Il ne s'agit pas d'une promenade, ni d'un voyage. Elle est liée à la « *reconnaissance d'effets de nature psychogéographique et à l'affirmation ludique-constructif*<sup>13</sup> ». Inspirés par *l'homo ludens*<sup>14</sup>, les situationnistes cherchent à initier un transfert entre la civilisation du travail et la civilisation du jeu et des loisirs. A cela s'accompagne la dimension

---

<sup>11</sup> Issue de *La Déclaration d'Amsterdam*, de 1958, rédigée par Debord et Constant Nieuwenhuys

<sup>12</sup> Définition proposée dans le bulletin de *l'Internationale situationniste*, n°1, en 1958

<sup>13</sup> *Les Lèvres nues*, n°9, p. 88

<sup>14</sup> HUIZINGA Johan, *Homo Ludens, Essai sur la fonction sociale du jeu*, 1951, 350p.

sensible influencée par Chhtcheglov qui préfère une ville aux quartiers sentimentaux qu'à la ville unifiée. Debord, par la dérive, est en recherche de représentations, de sentiments subjectifs des différentes ambiances urbaines.

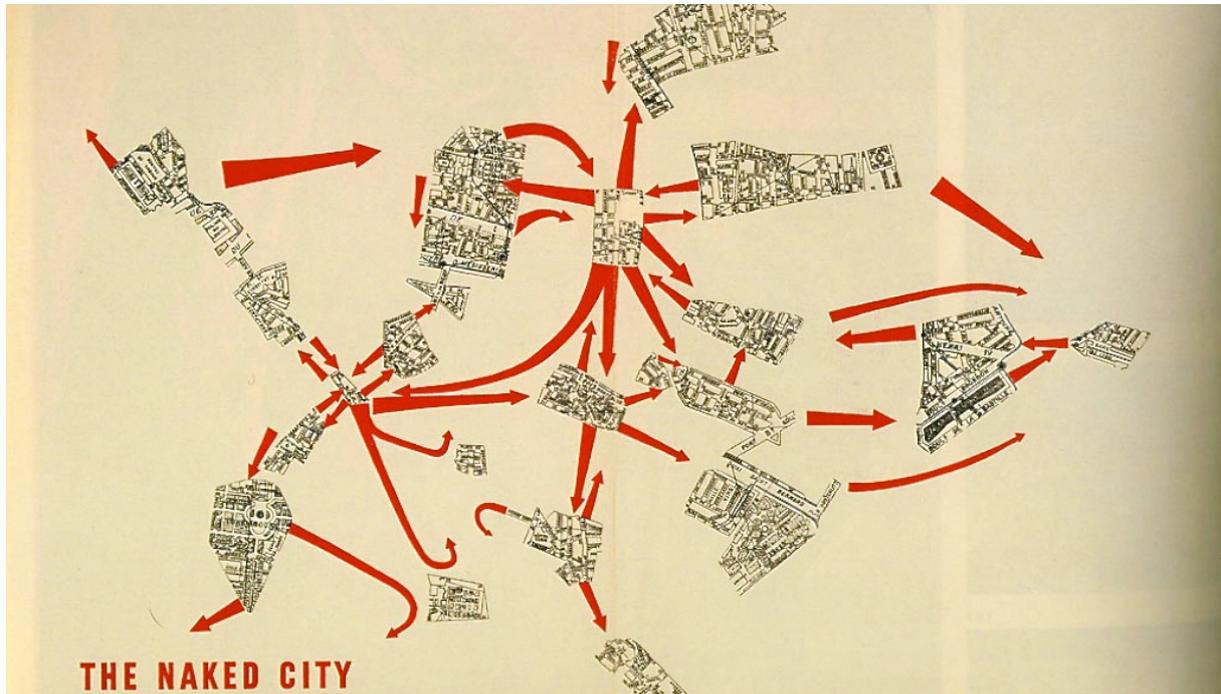


Figure 2 : "The Naked City", oeuvre destinée à une exposition du M.I.B.I, mai 1957

« The Naked City » en est le résultat. Il s'agit-là des « unités d'ambiance » raccordées par des « tendances spontanées d'orientation d'un sujet qui traverse ce milieu sans tenir compte des enchainements pratiques<sup>15</sup> ». La carte est détournée. Au-delà de la subversion artistique, cette carte psychogéographique, élaborée par collages, transmet les représentations spontanées de sa dérive. C'est sa façon d'introduire sa subjectivité dans la perception de l'espace urbain.

Lorsque l'*Internationale Situationniste* est créée en 1957, la critique contre l'urbanisme fonctionnel se radicalise. L'*urbanisme unitaire* apparaît. Il tend à la réunification des arts, des techniques, des citoyen-ne-s et propose un nouvel espace social où la réappropriation et les liens sont réactivés. Pour cela la participation créative, l'engagement des individu-e-s, le renouvellement de l'environnement urbain et les espaces collectifs sont nécessaires. Il faut ré-

<sup>15</sup> ASGER Jorn, Pour la forme, Editions Allia, 1957

enchanter la ville. Debord, dans *La Société du Spectacle* appuie encore plus ses propos. Dans le chapitre VII sur l'Aménagement du Territoire, il parle de « banalisation », « unification », « capitaliste qui tue » ou encore « capitalisme en domination absolue » qui met en place une « glaciation visible de la vie ». Il parle du maintien de l'ordre dans la rue par sa « suppression ». Les propos sont glaçants. Debord pointe du doigt la société capitaliste et consumériste qui annihile la participation de tout-e-s, l'expertise d'usage ou encore le nomadisme. C'est dans ce dessein qu'il participe à développer une démarche révolutionnaire par la dérive, la psychogéographie, le détournement et l'urbanisme unitaire.

### 1.1.3 Pratiques alternatives aux Etats Unis : advocacy planning et community planning

Malgré un contexte politique et culturel différent, les Etats-Unis ont été le terreau d'initiatives alternatives dans le champ de l'urbanisme et de l'architecture.

L'*advocacy planning* est une nouvelle manière d'engager la planification urbaine. Des urbanistes, des architectes, des juristes s'engagent aux côtés des opprimé-e-s, des citoyen-ne-s oublié-e-s pour défendre leurs droits et faire entendre leurs besoins dans les projets urbains.

Cette dynamique s'inscrit dans un contexte politique important aux Etats-Unis : celle de Martin Luther King. Leader du mouvement de défense afro-américain pour les droits civiques, il porte le combat pour la réduction des inégalités économiques, sociales et raciales entre les citoyens des Etats-Unis, particulièrement pour les populations noires.

En 1962, Paul Davidoff<sup>16</sup> s'oppose aux urbanistes, ces *white middle-class men*. Lorsqu'il rédige, avec T. Reiner, « A choice theory of the planning », dans *Journal of the American Institute of Planners*, il remet en question la formation, le rôle et les manières de travailler des urbanistes. Au-delà de cet enjeu, il écrira que les intérêts de chaque catégorie sociale et ethnique ne peuvent être représentés. Quelle place

---

<sup>16</sup> Professeur de planification urbaine à l'université de Pennsylvanie

pour la pluralité quand les plans sont décidés par un même type et genre de personnes ? Les valeurs divergentes de certains groupes ne sont pas saisies.

Trois ans plus tard, il publiera « *Advocacy and pluralism in planning* » ouvrant ainsi un nouveau courant de planification urbaine.

Diplômé en urbanisme mais aussi en droit, il enseigne et s'engage en tant que professionnel. Il crée et dirige le *Suburban Action Institute* en 1980. Il s'agit-là d'une organisation qui soutient les populations les plus pauvres dans leur contentieux judiciaire pour leur logement, et qui vise à l'égalité d'accès aux logements décentes. Pour cela, il réalise des études, soutient juridiquement les habitant-e-s mais aussi mobilise l'opinion publique sur ces enjeux.

Quand Davidoff développe l'*advocacy planning*, il considère que seules les valeurs et seuls les intérêts de la majorité politique sont représentés. Quelle démocratie est-il possible dans ce contexte ? La conduite d'un plan d'aménagement ne s'engage pas dans la quête d'un intérêt général mais plutôt la protection d'intérêts particuliers, voire privés. C'est dans ce sens qu'il oppose l'*unitary plan*, traduit « plan unitaire » en français, au *plural plan*, traduit « plan pluriel » en français. Ce dernier est le résultat de la rencontre entre le plan officiel et un plan alternatif proposé. Cette rencontre permet de discuter le plan, de faire apparaître les intérêts divergents. Par le débat, un nouveau plan apparaît.

Le but de Davidoff est de « *rendre disponible architectes, planificateurs, analystes financiers et autres spécialistes pour que les communautés puissent organiser leur protestation autour d'alternatives viables*<sup>17</sup> ». C'est un *advocate planner*, c'est-à-dire un urbaniste-avocat, qui fait le lien entre la sphère technico-décisionnelle et la sphère citoyenne. Représentant d'un individu, d'une organisation ou bien d'un groupe, c'est lui qui rend audible les propos des citoyens pour convaincre.

A New-York, les plus forts combats urbains s'engagent. Un des projets les plus connus est celui de *The Alternate Plan for Cooper Square*. Lorsque Robert Moses<sup>18</sup> engage un plan pour le Cooper Square, une réponse se rédige en opposition à la

---

<sup>17</sup> DAVIDOFF Paul, « *Advocacy and pluralism in planning* », in *Journal of the American Institute of Planner*, n°31, nov. 1965

<sup>18</sup> Urbaniste américain, acteur principal dans la rénovation de New York de 1930 à 1970

proposition de l'urbaniste. Le plan alternatif *Cooper Square* a été guidé par Walter Tabit, fondateur et leader de PEO<sup>19</sup>. Après plusieurs dizaines d'années de travail, le combat est gagné, c'est près de onze immeubles qui sont construits accueillant 60% de logements sociaux. Il s'agit d'une victoire pour l'*advocacy planning*.

Plus tard, dans les années 1990, le *community planning* (dans le champ de l'urbanisme) et le *community design* (dans le champ de l'architecture) émergent. Alimentés par l'*advocacy planning*, ils se posent comme une « pratique alternative<sup>20</sup> » aux manières habituelles de faire l'aménagement et l'urbanisme. Affiliés aux universités, l'idée consiste à assister techniquement les membres d'une « communauté » pour réfléchir aux transformations de leur environnement bâti. « Médiateurs », les urbanistes ont un rôle « fédérateur ». Ils accompagnent les communautés dans leur projet. L'un des enjeux principaux de ces urbanistes est de travailler sur la question du pouvoir (réflexion, conception mais aussi décision) et notamment de son partage. Ces réflexions ont alimenté le travail de recherche de Marie-Hélène Bacqué et Mario Gauthier. A ce propos, ils développent les « approches collaboratives<sup>21</sup> » visant à réinstaller autour de la table différents acteurs (profanes et experts) en vue d'une meilleure cohérence dans la démarche et mise en place de projet. C'est un des concepts-modèles qu'ils exporteront en France.

L'*advocacy planning*, le *community planning* et aussi le *community design* sont des courants professionnels qui changent le rôle habituel des professionnels. Leur engagement reconsidère la place de l'urbanisme et de l'architecture désormais réfléchis comme des champs d'intérêts publics.

---

<sup>19</sup> PEO (Planners for Equal Opportunities) est l'organisation nationale des Advocacy Planners

<sup>20</sup> SCHINDLER Suzanne, Le community design aux Etats-Unis, in *L'architecture D'Aujourd'hui*, n°362, janvier-février 2006, pp 104.111

<sup>21</sup> BACQUE Marie-Hélène, GAUTHIER Mario, Participation, urbanisme et études urbaines, *Quatre décennies de débats et d'expériences depuis « A ladder of citizen participation » de S. R. Arnstein*, Participations, 2011/1 n°1

Dans ce quid d'autres modes de pensées, l'idée est de se faire l'état de l'art, de se pencher plus en détails sur quelques expériences, quelques écrits de professionnels, de penseurs qui à un moment ont révolutionné leur discipline, leur activité professionnelle. Ils ont défendu des valeurs d'humanisme, de justice sociale, de sensibilité, de ludisme, d'écologie. Ils ont décalé leur regard et leur manière de *faire*. A y regarder de plus près, leurs pratiques et leurs pensées sont restées à la marge. Cependant, ne sont-elles pas le terreau d'initiatives contemporaines ? Ne trouvent-elles pas dans ce contexte de crises une nouvelle résonance ? L'ambition citoyenne n'est-elle pas alimentée par ces démarches ?

Maintenant, il va être intéressant d'observer et d'analyser d'autres formes de réactions, plus populaires, spontanées et collectives, venant des citoyen-ne-s eux-mêmes.

## ***1.2 Des initiatives citoyennes, parfois spontanées, qui alimentent le renouvellement des pratiques professionnelles territoriales***

Dans les années 1960, les premières notions de démocratie participative sont conceptualisées aux Etats-Unis par Saul Alinsky. Reprises en France par plusieurs courants de gauche non communistes (CFDT, PSU...), les années 1960 et 1970 voient fleurir de très nombreuses contestations du système politique. Il s'agit d'un mouvement « *ascendant* » qui vise à l'émancipation. Lorsque la gauche est élue en 1981, les luttes urbaines s'affaiblissent. Depuis la crise financière de 2008, l'Europe est le théâtre de nouvelles luttes animées par des réappropriations territoriales, des défenses de bien commun, des contestations politiques. Que cela soit en Turquie, sur la place Taksim d'Istanbul pour défendre le parc Gezi ; ou en Espagne avec le mouvement des Indignés à la Puerta del Sol, mouvement déclenchant d'autres rassemblements citoyen-ne-s dans une centaine d'autres villes, les citoyen-ne-s s'organisent collectivement en vue de défendre un intérêt commun et de créer un modèle nouveau. Qu'insufflent ces mouvements populaires ? Que mettent-ils à l'épreuve ? A partir de ces événements, de quoi les professionnels du territoire

peuvent-ils s'inspirer ? En quoi ces derniers remettent-ils en question les pratiques professionnelles établies depuis des années ? Comment les praticiens s'en saisissent ?

### 1.2.1 Regard sur l'histoire : les luttes urbaines et autres mouvements

A des moments de l'histoire, les citoyen-ne-s ont aussi porté leur voix, se sont mobilisé-e-s pour exprimer leur mécontentement voire leur refus.

La reconstruction intensive d'après-guerre entraîne la massification des banlieues et des grands ensembles sociaux sous-équipés en espaces publics, excentrés des centres urbains. La révolte est grandissante devant autant de frustrations.

Dans les années 1960, c'est la montée en puissance des mouvements urbains. Des expériences novatrices apparaissent, elles sont motivées « *contre l'Etat* » tout d'abord en réaction aux pratiques des politiques publiques, ensuite parce qu'elles s'appuient sur l'Etat pour les conduire. C'est la création des groupes d'action municipaux (dit GAM) dans les villes de banlieue. L'objectif était de peser politiquement sur les décisions des municipalités. S'en est l'ascension finale quand Hubert Dubedout est élu maire à Grenoble, ville emblématique de l'action des GAM, en 1965.

Après l'insurrection de 1968, les luttes urbaines sont beaucoup plus radicales. L'opposition aux pouvoirs publics s'organise dans une démarche conflictuelle. C'est la lutte des classes qui se met en place sur des terrains de luttes nouveaux comme la rénovation urbaine, la dégradation du cadre de vie ou du logement. Henri Lefebvre publie le *Droit à la ville*. La ville devient un enjeu de société, la société souhaite se l'approprier.

Au début des années 1970, le quartier de l'Alma à Roubaix est voué à la démolition. Ses habitants-es rentrent en lutte. A l'initiative des militants-es chrétiens de gauche,

des activistes maoïstes et des habitants-es de l'Alma, l'Atelier Populaire d'Urbanisme (APU) est créé. Dans le dessein de préserver l'identité ouvrière du quartier et d'éviter le logement dense en barre, chaque mercredi, une assemblée générale de quartier a lieu. « *L'APU ne représente pas les habitants, il est les habitants* ». Il s'agit d'un moment démocratique radical où les habitants-es sont au centre de l'action. En 1976, une équipe d'architectes urbanistes vient en appui à l'APU. L'arrivée de cette expertise technique aux côtés des habitants-es change le rapport de force. Une discussion d'égal à égal s'ouvre entre les pouvoirs publics et les habitants-es. C'est collectivement que se construit un contre-projet à partir de réunions de rues, de discussions sur plans, d'échanges permanents avec l'équipe d'architectes-urbanistes. Fin 1977, la municipalité acte la rénovation du quartier selon les plans établis par l'APU. A partir de là, l'Alma Gare à Roubaix devient un exemple et les ateliers populaires d'urbanisme se multiplient.

C'est la participation des habitants-es qui est le ciment de l'ensemble de ces actions.

En 1981, la gauche est élue, François Mitterrand devient président de la République. Les mobilisations s'affaiblissent. L'espoir veut que la gauche soit plus attentive et humaniste...

Toujours dans les années 1960-1970, d'autres mouvements s'engagent. Plusieurs habitants-es, associations, collectifs se mobilisent contre le système libéral et étouffant, et en imaginent un autre : plus inclusif et égalitaire. C'est la naissance de plusieurs mouvements alternatifs et sociaux en France.

Certains s'attaquent à l'école, reproductrice d'inégalités. L'éducation populaire, par exemple, « *œuvre à la transformation sociale et politique, travaille à l'émancipation des individus et du peuple, augmente leur puissance démocratique d'agir<sup>22</sup>* ». Elle reconnaît en chacun la volonté et la capacité à progresser à tous les âges de la vie. L'idée étant de permettre à tous un égal accès aux savoirs et à la culture afin de trouver la place qui lui revient. Plusieurs outils d'éducation populaire ont été créés pour amener tout le monde (même celui qui se croit le moins légitime) à débattre,

---

<sup>22</sup> MAUREL Christian, *Éducation populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation*, Paris, Éditions L'harmattan, 2010

prendre une décision, produire de la connaissance. C'est aussi la naissance de l'éducation nouvelle qui est un courant pédagogique issu de Sébastien Faure et repris par Freinet et Montessori. Elle défend deux principes : le principe « de participation active » des élèves et la confiance dans les ressources propres à chacun. L'apprentissage ne consiste pas à accumuler tout un tas de connaissances académiques mais à développer de la connaissance à partir de ses centres d'intérêts. C'est l'esprit de coopération et d'exploration qui participe à l'apprentissage. Les différentes matières artistiques, manuelles, physiques, intellectuelles sont considérées de manière égale.

D'autres s'opposent à la psychiatrie classique, c'est le mouvement de l'antipsychiatrie. Trop de citoyen-ne-s sous prétexte de maladies mentales ont perdu leurs droits et ont été placé-e-s en asile. La psychiatrie est remise en question dans son intégralité. Elle ne tient pas à « résoudre les problèmes ou les maux des patients qu'elle traite » mais à éviter que la collectivité ne soit dérangée par le comportement des patients. L'institution soignante doit être repensée dans un horizon plus égalitaire.

Tous ces mouvements sont similaires. Ils défendent l'homme et sa capacité d'être responsable, de confiance, acteur de sa vie. L'homme est en capacité de décider pour lui-même, d'imaginer collectivement autre chose. Ces mouvements développent le pouvoir d'agir, la capacité de réaction et le sens critique. Le terme n'est pas utilisé mais ces différentes idées et positions relèvent bien de pratiques émancipatrices qui soutiennent la démarche d'*empowerment*. Les formes sont singulières compte tenu du contexte républicain. Le contexte nord-américain reconnaît la capacité des communautés à s'organiser et implicitement à être force de propositions tandis que le contexte républicain français est plus unifiant, les dimensions de « race » sont absentes. Aujourd'hui, quelle est la situation actuelle ? Où en sont les luttes ? La participation citoyenne est-elle réactive ou endormie ?

### 1.2.2 Changement de paradigme depuis la crise de 2008 ?

La crise économique actuelle entraîne un revirement mondial dont les citoyens deviennent les principaux acteurs. En 2006, c'est la crise des *subprimes* aux Etats-Unis. S'en suit la crise économique de 2008 nommée par les Etats-Unis la Grande Récession.

Certains pays européens commencent à être touchés par la crise courant 2008 avant que l'ensemble de la zone européenne soit concerné. Le prix du pétrole augmente et les produits agricoles avec. Les pertes d'argent entraînent des faillites. C'est la récession malgré des prêts aux banques pour pallier les difficultés. Dès 2009, les Etats mettent en place des politiques de relance. Le chômage continue d'augmenter, les dettes publiques explosent tandis que des bulles financières menacent toujours d'éclater.

L'Union Européenne lance ses politiques cycliques d'austérité qui entraînent augmentation des impôts et baisse des dépenses publiques. Le chômage continue de progresser. Dans le sillage, débute la crise de la dette dans la zone Euro. Quatre pays sont plus touchés que les autres : le Portugal, l'Irlande, la Grèce et l'Espagne, consciencieusement renommés les PIGS (signifiant les cochons en anglais).

L'Espagne comme d'autres pays se voit targuer de plans d'austérité pour relever la barre. Les dépenses publiques sont limitées, surveillées.

A cette crise économique, s'accompagne une crise sociale. La précarité, le chômage et les manques de moyens financiers font trembler acquis sociaux et droits citoyens. La pauvreté et l'exclusion alimentent des tensions entre les uns et les autres. Sans oublier les drames politiques (mensonges, détournements de fonds publics, etc) entraînant une crise de la démocratie. Tandis que certains désertent les bureaux de vote, les propos haineux gagnent du terrain. En Grèce, le parti d'extrême droite Aube Dorée remporte 17 sièges au Parlement. En France, pour les élections européennes de 2014, c'est 25% des voix qui va au Front National, soit l'élection d'une vingtaine de députés (contre trois en 2009).

Les réactions se multiplient face à ce contexte. Chaque crise entraîne des difficultés auxquelles l'Homme s'organise pour répondre. C'est ce qui s'est passé en France mais aussi en Europe. Cette pluralité de crises a entraîné une pluralité de réponses : certaines sont populistes, d'autres croient en l'homme et en sa capacité de résilience. Est-ce là la construction d'un nouveau modèle ? Basé sur des échelles très grandes (internationale, nationale, régionale), le monde globalisé et ultralibéral montre ses limites. C'est en réponse à cela aussi que de nouvelles échelles d'actions émergent (locale, micro-locale). Il s'agit peut être de nouveaux paradigmes territoriaux qui s'activent ? Les citoyen-ne-s reprennent la main sur ce qu'ils ont perdu. Ils souhaitent regagner en pouvoir et en action. Comment cela s'organise-t-il ?

### **1.2.3 Capacité de résilience et construction d'un autre modèle : des alternatives en ébullition**

Depuis ces crises, les luttes urbaines reprennent du terrain. Cela passe par la réappropriation citoyenne des territoires, l'effervescence d'alternatives, la création de Tiers Lieux, de jardins partagés, ou encore par l'action collective pour des « zones à défendre<sup>23</sup> »... Les initiatives citoyennes sont nombreuses.

Bien sûr, il y a toujours cette ambiguïté qui subsiste : agir contre un modèle qui a montré ses limites et a détruit plusieurs des biens communs pour en construire un nouveau ? Ou agir pour pallier à un système qui fait défaut mais qui va se relever (emmenant là l'idée d'attente) ? A côté de ça, il y a ceux qui continuent à croire et à alimenter ce modèle dans lequel nous vivons depuis plusieurs dizaines d'années (croissance infinie, système capitaliste et libéral, mondialisation, etc) et il y a ceux qui en développent un autre. La crise devient alors vectrice de changements.

---

<sup>23</sup> ZAD est un détournement de l'acronyme Zone d'Aménagement Différé (ZAD) par des militants opposés à des projets d'aménagement

C'est la capacité de résilience<sup>24</sup> de chacun-e qui permet de créer, développer, animer d'autres manières de faire, construire, réfléchir, travailler, se nourrir, se loger... Les luttes territoriales grondent. Le territoire devient un bien commun.

Preuves en sont les derniers événements en France avec le projet d'aéroport du Grand Ouest à Notre-Dame-des-Landes. Projet dans les tiroirs depuis 1963, la déclaration d'utilité publique en 2008 accélère le processus. Des conflits s'engagent entre les opposants et les défenseurs au projet. Au courant de l'année, l'opposition se radicalise. Des opposants, locaux et internationaux, squattent des maisons délaissées. C'est une manière de s'opposer directement au projet mais aussi de « *profiter d'espaces laissés à l'abandon pour apprendre à vivre ensemble, à cultiver la terre, à être plus autonomes vis-à-vis du système capitaliste*<sup>25</sup> ». Tandis que certain-e-s sont là pour défendre les deux zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique<sup>26</sup>, d'autres luttent contre ce grand projet d'aménagement considéré comme inutile et dépassé, d'autres encore contre le système capitaliste, d'autres viennent « simplement » soutenir la lutte...

Ces mouvements se multiplient, une nouvelle ZAD naît dans la Vallée du Tescou en lutte contre le barrage de Sivens. Les arguments d'opposition sont les mêmes : gaspillage financier, destruction de la nature, ambition démesurée, projet inutile, système capitaliste à dépasser. Les zadistes s'organisent et occupent les lieux. Inspirés de la TAZ<sup>27</sup> d'Hakim Bey, les opposants prennent d'assaut, occupent un territoire, le font vivre, le défendent, deviendra-t-il une Zone Autonome Définitive<sup>28</sup>?

De nombreuses associations et habitants-s interviennent dans d'autres contextes. Ils se mobilisent pour ouvrir un dialogue sur le droit au logement. L'association du DAL (Droit au Logement), par exemple, défend depuis des années le logement comme un droit. Ces dix dernières années, il y a eu un recul des conditions de

---

<sup>24</sup> Résilience vient du latin *resilire* qui signifie rebondir

<sup>25</sup> <http://zad.nadir.org>

<sup>26</sup> Lancé par le ministre Bouchardeau, il s'agit d'un recensement naturel terrestre remarquable offrant des potentialités biologiques importantes

<sup>27</sup> *Temporary Autonomous Zone*, traduit de Zone Autonome Temporaire

<sup>28</sup> Autre détournement de l'acronyme ZAD

logements pour les classes précaires. L'objectif du DAL vise à aider les personnes à s'organiser pour défendre leur droit à vivre correctement et à ne pas être constamment relayées en périphérie pour causes de manques financiers. Au-delà du conseil, DAL soutient les réquisitions de logements vacants appartenant à de riches propriétaires, de grandes compagnies ou encore à l'Etat.

D'autres réflexions émergent sur l'alimentation et l'agriculture avec l'émergence de jardins partagés, disco soup, guerrilla gardening, d'autres sur les systèmes de consommation avec la multiplication des zones de gratuité, amap, SEL. Des hackers s'organisent pour défendre les libertés en développant les logiciels open source, en créant des radios libres. Le système du Do It Yourself regagne en popularité notamment pour lutter contre le gaspillage... Les indignés se mobilisent, la citoyenneté s'exerce dans différents territoires, à propos de tous les sujets.

Né en Espagne, en mai 2011, le mouvement des Indignés fait caisse de résonance. Des centaines de milliers de manifestants dans une centaine de villes prennent l'espace public et lui redonnent sens. Mouvement contre la dictature des marchés, pour un fonctionnement horizontal par une démocratie directe, leurs actions sont décidées dans de grandes assemblées populaires. Leurs propos sont à la fois politiques (réformer le système politique, lutter contre l'austérité) mais aussi sociaux et économiques, ils font des propositions pour des améliorations.

Les mouvements citoyens et indignés se multiplient. Ils développent de nouvelles manières de faire, d'agir, de se parler. Encore plus qu'avant, en tant que citoyen-ne, on s'engage pour défendre ses droits et ses valeurs. Les crises plurielles entraînent des réponses plurielles. Citoyennes et engagées, beaucoup dessinent de nouveaux paradigmes de consommation, d'habiter, de vivre, d'agir, etc. Chacune résonne d'un point de vue territorial, social, politique. Malgré leur différence, ces mouvements convergent dans un même sens.

Les citoyen-ne-s gagnent du terrain sur les problématiques et enjeux territoriaux. Ils sont de plus en plus nombreux à se questionner sur le sujet. L'urbanisme,

l'architecture, l'aménagement du territoire ou encore la géographie sont des disciplines qui influencent, modifient le quotidien. Les projets élaborés et les décisions prises relèvent de l'utilité publique. Pour qu'ils gagnent en sens et en légitimité, il faut qu'ils soient partagés, représentatifs des besoins réels et des spécificités territoriales. Ce contexte est le terreau de nouvelles pratiques professionnelles. Guy Debord, le couple Kroll, l'advocacy planning mais aussi ces initiatives populaires ont inspiré certains professionnels des territoires. Ces manières de procéder, de réfléchir, d'agir, de se réappropriier l'espace ont réinterrogé leurs pratiques. C'est en réponse à ce contexte de crise et en résonance avec des praticiens anciens et actuels que les nouveaux praticiens émergent depuis les années 1990.

## 2 Nouveaux praticiens pour de nouvelles pratiques

La montée en puissance de ces mouvements citoyens, la crise plurielle, l'impasse dans laquelle se trouvent l'aménagement, l'urbanisme et l'architecture a amené des professionnels à repenser leur méthodologie d'action. Parce qu'il s'agit-là de métiers d'intérêts publics, ils ont souhaité renverser les schémas habituels de conception, de construction et de décision. Qui sont-ils ? Que défendent-ils ? A quels moments se sont-ils constitués ? Pourquoi ? Quels sont leurs outils ? Sur quels projets s'engagent-ils ? Sur quelles échelles travaillent-ils ? Autant de questions qui soulèvent des enjeux divers auxquels il convient de s'intéresser et d'en faire une analyse. Cette partie essaiera de situer et de définir au mieux qui sont ces nouveaux praticiens, leurs champs d'action et les outils particuliers avec lesquels ils engagent leur pratique. Tout cela au regard de la participation citoyenne.

### 2.1 « *L'amour de la discipline, la haine de la profession*<sup>29</sup> »

Les enseignements et les enseignants semblent éloignés du quotidien urbain. C'est en réaction à cela, dans les années 1990, que des étudiants s'organisent, à la marge, pour chercher ce qui manque dans les écoles. Les premiers collectifs désirent être au « *contact du réel*<sup>30</sup> » et ils développent des projets partagés avec les habitants-es. La discipline (architecture, urbanisme, aménagement ou encore géographie) est sujette aux passions, contrairement à la profession. La manière dont elle s'exerce relève de l'erreur. Quelques nouveaux professionnels la refusent telle qu'elle est pensée et exercée. C'est en réaction à des façons de faire inadaptées que les collectifs s'engagent. Ils développent des outils et des démarches singulières. Quelles sont-elles ? Qu'est-ce qui est inventé ? Qu'est-ce qui est remis

---

<sup>29</sup> MACAIRE Elise, *L'architecte à l'épreuve de nouvelles pratiques*, thèse de doctorat en architecture, sous la direction de Zetlaoui-Léger Jodelle, Université Paris-Est, 2012

<sup>30</sup> Entretien téléphonique du 21 mai 2015 avec Yvan Detraz, un des fondateurs du Bruit du Frigo, 51min

au goût du jour ? Où se place la participation citoyenne ? Avant d'analyser les types d'actions et outils spécifiques de ces nouveaux praticiens, il est intéressant d'avoir un retour rapide sur leurs origines.

### 2.1.1 Recrudescence de collectifs pour « s'ancrer dans le réel »

Les premiers de ces nouveaux praticiens, nommés « les pionniers » par la chercheuse Elise Macaire, se sont regroupés en collectifs dans les années 1990. Ils s'organisent pour différentes raisons, certains contre la réforme des écoles d'architecture (1995-1996), d'autres pour la professionnalisation des arts de rue. Alliant souvent démocratie participative et démarches artistiques, ils s'engagent résolument dans une démarche d'éducation populaire. Ils sont, à ce moment-là, au nombre de six en France : Ne pas plier, Arpenteurs, Coloco, Robins des Villes, Bruit du Frigo et Pixel. Ils ont chacun leur singularité. Coloco s'intéresse plutôt à la question du jardin comme « *bien commun*<sup>31</sup> ». Pixel et Bruit du Frigo défendent une vraie démarche artistique et culturelle. Yvan Detraz<sup>32</sup>, lors d'un entretien téléphonique, définira le rôle du Bruit du Frigo comme des « défricheurs ». D'autres développent plus une démarche pédagogique et éducative comme les Robins des Villes ou encore les Arpenteurs avec des ateliers dans le cadre scolaire ou extra-scolaire. Malgré des points d'entrée plus ou moins particuliers, chacun réfléchit à des manières alternatives d'appréhender, concevoir et fabriquer la ville. Ils s'ancrent dans une logique de médiation, de « facilitateur ». Ils ont en commun le détournement, le ludisme et le décalé qu'ils intègrent notamment lors d'actions dans l'espace public. Ce dernier devient le terrain de l'essai, du jeu. Les écrits de Guy Debord ont été une source d'inspirations.

En trois ans, entre 1999 et 2001, c'est sept collectifs en France qui apparaissent. Elise Macaire appelle cela « *le pic du millénaire* ». Leur entrée d'action commence à les différencier. Certains collectifs questionnent vraiment la participation habitante

---

<sup>31</sup> Site internet de l'agence : <http://www.coloco.org/>

<sup>32</sup> Directeur de Bruit du Frigo

comme Bazar Urbain qui met en place des ateliers participatifs pour de l'assistance à maîtrise d'ouvrage, l'Atelier d'Architecture Autogérée qui « *favorise la participation des habitants à l'autogestion des espaces urbains délaissés* » et même Destination Patrimoine et l'association Didattica. D'autres, par contre, s'intéressent au(x) rapport(s) de la ville et de l'espace public au regard de l'action artistique comme Echelle Inconnue, Encore Heureux ou du cinéma comme Notre Atelier Commun. Ces collectifs sont souvent formés par des équipes pluridisciplinaires et engagent une démarche de médiation urbaine. La plupart d'entre eux sont architectes mais des scénographes, plasticiens, historiens et même des chercheurs les rejoignent.

Durant les années 2000, c'est la multiplication des collectifs de ce type qui s'organise. Le mouvement se confirme. Naissent la Manufacture Des Paysages, le Compagnie Des Rêves Urbains, Cabanon Vertical, Exyzt, De l'Aire qui se consacre aux territoires péri-ruraux, ruraux ou en transition, la Maison des Bois, le collectif Zoom, les Saprophytes à Lille et la Compagnie d'Architecture (LOCAL A LOUER) ou LALCA. Ces collectifs développent des ateliers partagés, coopératifs et créatifs.

Des liens interdisciplinaires se font entre les professionnels et chercheurs de différents champs (paysage/géographie/artiste/architecte). De nouveaux enjeux émergent sur les territoires comme l'écologie. Les habitants-es sont de plus en plus demandeurs d'espaces verts voire même de jardins partagés.

Au-delà des architectes et des urbanistes, d'autres collectifs se développent comme Design Territoires Alternatives, en 2009. Il s'agit là d'un « collectif de designers spécialisés en design de services et développement local<sup>33</sup> ». C'est une façon de se réapproprier et d'adapter les services publics avec les acteurs du territoire dont les habitants-es en vue de créer des « situations désirables<sup>34</sup> ».

Depuis 2010, une effervescence s'amorce. Le mouvement s'intensifie. De plus en plus de collectifs et associations se forment avec pour fer de lance la participation citoyenne, l'éducation populaire, les démarches intégrées. Pour commencer, une

---

<sup>33</sup> Site internet de Design Territoires Alternatives (DTA) : <http://www.design-territoire-alternatives.fr/DTA/equipe.html>

<sup>34</sup> Id.

douzaine de personnes organise un « Détour de France » d'initiatives et de collectifs inspirant avant de créer le leur : c'est le Collectif ETC. Ce dernier souhaite expérimenter ce qui est en lien avec l'espace urbain. Au-delà de la recherche d'horizontalité, le collectif s'adresse « au public spontané<sup>35</sup> » de la ville et développe des expérimentations et des démarches de projet avec lui dans l'espace public. Cela se matérialise par des scénographies, du mobilier urbain... Le processus est tout aussi, si ce n'est plus, important que le résultat. En 2012, en partenariat avec le collectif « Constellation(s)<sup>36</sup> », ils engagent des « dérives » inspirées de Debord et des situationnistes.

Plusieurs autres collectifs d'architectes émergent. Ils sont plus enclins à la scénographie comme MIT en 2008 ou encore Atelier Flexible. Ils sont engagés dans une démarche artistique et événementielle. Le collectif Quatorze, quant à lui, développe des murs de franchissement avec les habitants-es de Montreuil, et la démarche Carton Plein s'engage à Saint-Etienne. A l'origine, il s'agit-là d'une démarche de travail sur un espace public temporaire autour de la ville et du jeu, petit à petit une association se constitue et le site des Cartonnages Stéphanois devient un lieu d'expérimentation.

Cette première liste des collectifs est non-exhaustive et relève d'un choix subjectif. Tous les collectifs ayant une démarche artistique en lien avec la ville et l'espace urbain, comme Stefan Shankland avec l'Atelier Trans 305, n'ont pas tous été nommés et leur démarche explicitée car leur domaine d'action ne réinterroge pas toujours directement la démarche de projet urbain ou de territoire par la participation citoyenne.

Les premiers collectifs se développent donc dans l'idée de faire avec l'autre et sur le terrain pour pallier aux manquements universitaires. Comme ces démarches étaient complètement absentes du paysage politique et professionnel, il ne s'agissait pas de développer une nouvelle pratique à proprement parler mais d'aller chercher sur le terrain ce qui manquait dans les formations. Il n'y avait pas de références, de

---

<sup>35</sup> Site internet du Collectif ETC : <http://www.collectifetc.com/qui-sommes-nous/>

<sup>36</sup> Ensemble de collectifs

parrains en la matière, et de commanditaires potentiels pour financer ce genre de démarches complètement inédites. C'était une dynamique à la marge. Puis petit à petit, ce qui était à la marge s'est institutionnalisé. Les ambitions de participation, les projets intégrés se sont développés dans les processus urbains. Il a été possible d'en faire son métier, d'en vivre. Une vraie culture de la participation et de l'intégration est née. Les collectifs avec. Font-ils tous la même chose ? Qu'est-ce qui les différencie ? Quels sont leurs axes de travail ? Où se situe la participation citoyenne dans leurs actions ?

### **2.1.2 Des collectifs qui abordent le territoire par trois types d'actions identifiées**

Les collectifs abordent les territoires avec de nouveaux angles d'attaque et par de nouveaux procédés. Comme vu précédemment, les collectifs s'ancrent dans des champs particuliers, parfois différents les uns des autres. Les nouveaux praticiens élaborent leurs actions autour de trois types : les actions pédagogiques, les actions artistiques et/ou les actions participatives. Certains des collectifs n'interviennent que dans l'une de ces actions, d'autres dans deux, d'autres dans chacune d'elles. Il n'y a pas de règle clairement établie. Aller vers des actions éducatives ou artistiques peut constituer une manière de répondre à "la haine de la profession". Des auteurs tels que Garnier ou Harvey critiquent la fabrication urbaine et demandent s'il ne faut pas changer le système pour changer d'urbanisme plutôt que changer d'urbanisme pour changer de système. C'est une question transversale à tous les collectifs. C'est dans ce sens là que plusieurs types d'actions émergent. L'éducation, l'art, le temporaire participent à la fabrique urbaine, elles permettent de questionner ceux sur quoi les impacts sont limités par des voies plus classiques de concertation.

Les collectifs tels que Robins des Villes, Arpenteurs, Destination Patrimoine, la Compagnie des Rêves Urbains travaillent autour d'actions pédagogiques. Elles se traduisent de différentes manières. Cela peut être par des ateliers de sensibilisation comme des balades urbaines avec des adultes ou du jeune public. Par des aménagements comme par exemple ceux de cours d'école, l'association Robins

des Villes organise avec une classe pilote et leur enseignant, durant l'année scolaire, une « démarche concertée et pédagogique de réaménagement de cours d'école<sup>37</sup> ». Plusieurs écoles ont bénéficié de l'action comme à Lyon. En Ile-de-France, la démarche s'est engagée depuis 2013 dans des écoles de Montreuil. Les objectifs sont pluriels : engager une concertation avec les enfants (identifier leurs usages et leurs besoins), mener une action de sensibilisation et d'éducation à la citoyenneté (développer un regard critique sur la ville, réfléchir à ses potentielles transformations), s'intégrer dans le projet pédagogique (lié aux programmes scolaires). Cela passe par différentes étapes : une étape de diagnostic, une étape de conception (d'abord utopique, ensuite réelle), un travail de rendu (maquette, plan, dessin). Mais aussi par des projets utopiques avec des classes scolaires comme dans l'école Joliot-Curie de Bagneux, où l'association Robins des Villes a animé des ateliers avec une classe de CE2 pour s'interroger sur l'arrivée du nouveau métro.

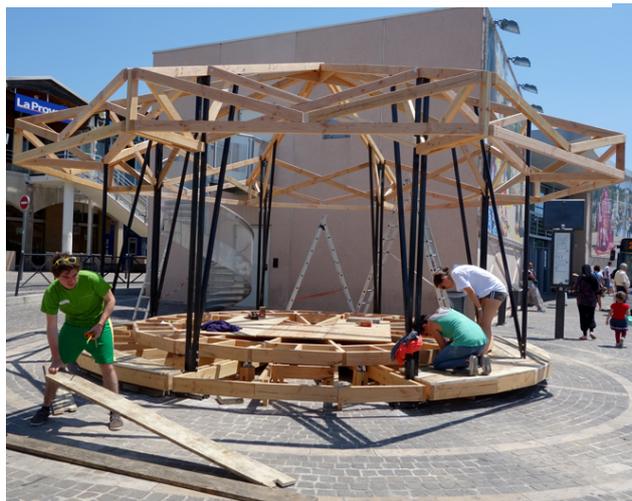
Parmi les nouveaux praticiens, certains abordent la question entre l'art et la ville, l'art et l'espace public, etc. Des actions artistiques s'engagent dans ce sens. Bruit du Frigo, Pixel, Echelle Inconnue, ETC, Saprophytes, Cabanon Vertical, Exyzt... y travaillent particulièrement. Inspirée par Paul Ardenne dans *L'art contextuel*, la démarche artistique s'élabore en interaction, avec l'environnement, par la « situation d'intervention, de participation ». Cela se traduit par des installations éphémères dans l'espace public. Elles peuvent revêtir plusieurs formes comme les *banquets populaires* par De L'Aire, l'installation *Cétacée* sur les berges de Seine par les Saprophytes ou encore par le projet *Made In Vitrolles*, bon exemple de performances architecturales liées à des installations éphémères. C'est au cours de l'été 2013 que les collectifs Exyzt, Saprophytes, ETC et même Bellastock s'associent lors de projet. Il s'agit d'un projet culturel porté par le Bruit du Frigo et la mairie de Vitrolles pour bouleverser l'image négative de la ville. Ces quatre structures sont invitées pour élaborer un projet commun. L'ambition principale du projet consiste à « occuper et transformer les espaces publics du centre urbain pendant deux mois<sup>38</sup> ».

---

<sup>37</sup> Extrait de <http://www.robinsdesvilles.org/spip.php?rubrique98>

<sup>38</sup> Extrait de <http://www.collectifetc.com/realisation/le-manege/>

Figure 3 : Manège urbain construit par le Collectif ETC avec l'aide du collectif Parenthèses



Source : <http://www.collectifetc.com/realisation/le-manege/>

Source : <http://made-in-vitrolles.tumblr.com/page/2>



Figure 4 : Réhabilitation de la fontaine dans le parc Saint Exupéry par le collectif Exyzt

Chacun des collectifs a un rôle singulier. ETC construit un manège situé au croisement du centre urbain et de la gare routière. Bellastock programme un festival de constructions de mobiliers avec des étudiant-es. Les Saprophytes investissent les hauteurs du centre urbain. Exyzt rénove une ancienne fontaine située dans le parc Saint Exupéry. Les collectifs prennent les lieux et s'y installent. Ils s'approprient le territoire et par leurs installations ils ont un rôle d'activateur urbain. Ces chantiers urbains amènent l'association de tous. Ils remettent en question les pratiques et engagent une réflexion autour de l'association des habitants-es à la construction de la ville. Au-delà du savoir d'usage, c'est le savoir manuel qui est sollicité.

Des événements artistiques font partie des actions artistiques, cela peut être des festivals. Pour exemple, un des derniers festivals en date est celui du festival Tropisme avec pour thème « Machine à Habiter » à La Panacée, lieu culturel de Montpellier. L'ambition du festival a été d'engager une « relecture et un réagencement des fonctions de lieu, non pas autour de la notion de visite mais autour de la notion d'habitat<sup>39</sup> ». Pour cela l'architecture doit être démontable, transportable, transformable. Pour que le mot « habiter » prenne tout son sens, le festival passe de 5 jours à 3 semaines. Le Collectif Exyzt investira les lieux pendant

<sup>39</sup> Extrait de <http://lapanacee.org/fr/exposition/machine-habiter>

toute cette durée et modifiera La Panacée pour « en faire lieu de vie modulable, pensé comme une boîte à outils permettant de multiples déploiements<sup>40</sup> ». C'est une manière d'illustrer là encore la dimension événementielle et spectaculaire de ces collectifs dans leur dimension artistique. Il s'agissait aussi du dernier événement du Collectif Exyzt qui après 12 ans de travail se dissout.

Bien que ces collectifs s'attachent à la participation du plus grand nombre dans la construction ou encore la programmation de ces événements, d'autres collectifs s'engagent dans des actions participatives comme Bazar Urbain, De L'Aire, collectif ETC, Robins des Villes, Bruit du Frigo... de manière à part entière. C'est là leur objectif principal. Ils cherchent à initier dans leurs pratiques de la participation à tous les niveaux. Cela passe par des diagnostics partagés avec un travail autour des usages, de la parole et du vécu des habitants-es ; d'interventions dans des écoles ; la prise de connaissance des potentialités locales via des cartes collaboratives, etc afin de définir plus précisément les projets d'aménagement. Il s'agit-là d'études de préfiguration.

Par exemple, De L'Aire a été sollicitée par la mairie Le Teil pour faire un « diagnostic sensible avec ses habitants et usagers<sup>41</sup> ». La destruction de l'îlot Garibaldi amène la libération de 1000m<sup>2</sup> d'espaces. Quelles sont les « ressources » et les « priorités » dans le quartier ? C'est par une immersion d'une semaine que De L'Aire élabore ce diagnostic partagé avec les habitants-es et les associations locales.

Quelquefois, les collectifs s'engagent aussi dans l'accompagnement aux projets d'aménagement. A ce moment-là, les nouveaux praticiens deviennent des assistants à la maîtrise d'ouvrage. Bazar Urbain a mené un projet de ce type dans le quartier Renaudie à St Martin d'Hérès. C'est la fin du dispositif GPV, la mairie souhaite « continuer à impulser une dynamique de projet au quartier, tout en respectant le patrimoine que représente cet ensemble<sup>42</sup> ». Bazar Urbain construit sa méthodologie à partir de deux axes : les « lieux » et les « acteurs » afin de se saisir

---

<sup>40</sup> Id.

<sup>41</sup> Extrait de <https://leteilgaribaldi.wordpress.com>

<sup>42</sup> Extrait de <http://www.bazarurbain.com/actions/renaudie/>

au mieux des problématiques du quartier et d'établir un « plan-programme » pour les espaces publics.

Les actions participatives se traduisent aussi par une démarche de projet dans sa totalité comme c'est le cas, par exemple, pour l'association Robins des Villes avec l'aménagement concerté des cours d'école ou encore les projets d'aménagement collectif d'espaces délaissés.

Les nouveaux praticiens ancrent leur démarche dans trois types d'interventions. Chacune de ces actions, qu'elle soit pédagogique, artistique ou participative intègre de nouvelles formes d'agir et des nouvelles pratiques professionnelles. Cela passe par des diagnostics partagés, des installations éphémères et bien d'autres processus énoncés plus en amont. C'est la naissance de la co-construction.

Maintenant, il est important d'avoir un regard sur les nouvelles formes et outils développés par les collectifs. Propres à chacun, il y a, malgré tout, une certaine résonance entre eux.

### **2.1.3 « Micro-architecture », « balades urbaines » et autres outils développés par les collectifs**

A chaque projet, des outils sont créés sur mesure. Malgré tout, il est significatif de l'influence de certains d'entre eux qui semblent être devenus des sortes de repères aux collectifs. Certains codes, mobiliers, techniques résonnent entre les différents projets. Parmi eux, quelques-uns seront définis et explicités plus en détails dans les prochaines lignes. Lesquels sont-ils ? Comment expliquer et analyser ce processus ?

La micro-architecture se développe à vive allure. Il s'agit d'une architecture à taille humaine fabriquée en fonction des réalités environnantes (financières, écologiques). Frugale, elle est créée à partir de matériaux recyclés, elle est facile à construire et à

déplacer. Les collectifs l'expérimentent beaucoup dans leurs démarches artistiques, événementielles et en appui à certains processus participatifs. Plusieurs micro-architectures se sont développées. Un travail a été amorcé autour d'une d'elles particulièrement. Reconnue comme vecteur de lien social, il s'agit de la cuisine mobile. L'Atelier d'Architecture Autogérée (AAA), Cotchenko et d'autres encore se sont penchés sur ce mobilier. Sa conception, sa construction et son utilisation peuvent être participatifs. La cuisine devient un « activateur urbain<sup>43</sup> » qui catalyse les rencontres, échanges, actions, etc. Déplaçable, elle peut aussi être installée dans un espace public, la préparation du repas éveille la curiosité, les gens s'approchent, certains commencent à discuter. Modulable, elle peut avoir d'autres usages. Pour Cotchenko par exemple, c'est la naissance de la Guitoune.

Figure 5 : La Guitoune en action



Source : <http://www.cochenko.fr/LES-GUITOUNES-1>

Figure 6 : Ambiances créées grâce à la Guitoune



Source : <http://www.cochenko.fr/LES-GUITOUNES>

La Guitoune est une cuisine mobile. Elle permet de « sérigraphier dans l'espace public, elle peut également être un support pour se documenter, cuisiner ou encore partager un verre ou un repas sous un parasol, etc<sup>44</sup> ». De manière subversive, la cuisine mobile participe à faire du lien entre les uns et les autres et à entamer une discussion sur le quartier, ce qui s'y passe, comment on y vit... C'est l'amorce d'un premier travail. D'autres micro-architectures sont développées dans ce sens comme par exemple autour des bancs. Cependant, ces micro-architectures en palettes

<sup>43</sup> Extrait de <http://www.urbantactics.org/projects/cuisineurbaine/cuisineurbaine.html>

<sup>44</sup> Extrait de <http://www.cochenko.fr/LES-GUITOUNES-1>

entraînent des complications pour beaucoup de collectifs. Beaucoup d'entre-eux disent qu'« il faut arrêter la palette". Pour le collectif Exyzt c'est parce que « certains habitants-es en voient tous les jours notamment dans leur travail » et que cela « ne les fait pas rêver », d'autre part les aménagements en bois temporaires sont à la mode et se retrouvent sur des terrasses d'été ; pour des présentoirs dans des boutiques... Ce qui vient délégitimer les projets.

Les balades urbaines sont aussi des pratiques développées par les collectifs qui se retrouvent chez plusieurs d'entre eux. Inspirées par les situationnistes et De Certeau, elles sont un des outils principaux de la boîte à outils des nouveaux praticiens. De Certeau a écrit : « *L'acte de marcher est au système urbain ce que l'énonciation est à la langue...[C]'est un procès d'appropriation du système topographique par la piéton (de même que le locuteur s'approprie et assume la langue) ; une réalisation spatiale du lieu (de même que l'acte de parole est une réalisation sonore de la langue).*<sup>45</sup> » Ce procédé prend tout son sens dans la majeure partie de ces démarches. La marche permet d'appréhender les territoires. Les collectifs, qui la pratiquent, en sont convaincus. La balade urbaine se décline de plusieurs manières. Il peut s'agir d'une balade sensible basée autour des sens, elle relève des démarches de sensibilisation. Ou alors en appui pour les différentes phases de l'aménagement, elle peut être utilisée comme un outil en vue d'établir un diagnostic par des analyses *in-situ*, ou bien d'élaborer des propositions d'amélioration sur le territoire. La balade permet de se confronter au réel et d'en avoir une analyse spontanée. Des fois, la balade s'intensifie et est transformée. Bruit du Frigo développe depuis une dizaine d'années les *randonnées périurbaines*.

---

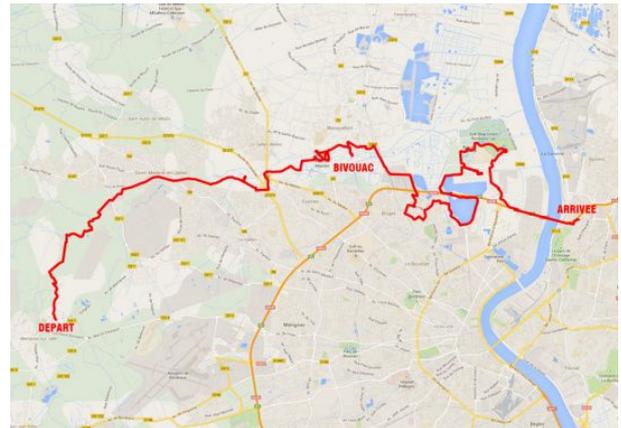
<sup>45</sup> DE CERTEAU Michel, L'invention du Quotidien, 1980

Figure 6 : Les randonnées périurbaines du  
Bruit de Frigo



Source : <http://www.bruitdufrigo.com/index.php?id=193>

Figure 8 : Itinéraire de la randonnée  
périurbaine #2



Source : <http://www.bruitdufrigo.com/index.php?id=193>

Yvan Detraz dira, au cours de l'entretien, que ce projet vise à considérer que le périurbain est un territoire offrant une « diversité de paysages » aussi riche que celle présente en montagne. L'ambition consiste à organiser des itinéraires de randonnées dans la périphérie bordelaise. La marche, ici, amène à se rendre compte des potentialités territoriales et peut participer à questionner les frontières comme cela a été le cas lors de la randonnée n°1 : « (...) confronter ses limites administratives avec la réalité du terrain. Quel sens a cette frontière ? Est-elle perceptible ? Marque t'elle la fin de la ville ? (...)»<sup>46</sup> ». Pour compléter le projet, Bruit du Frigo développe le long de ses circuits randonnées des refuges. Il s'agit d'œuvres architecturales ayant une capacité d'accueil de 6 à 9 personnes.

Les nouveaux praticiens développent des outils sur-mesure, adaptés aux spécificités et problématiques du territoire et de ses habitants-es. Cependant, certains de ces outils ont malgré tout, à un moment donné, été testés dans une autre situation, un autre projet, ils ont même déjà participé à la réponse. Comment expliquer cette esthétisation du projet ? Que penser des constructions de mobiliers ou d'objets en palettes ? A Buenos-Aires, à Madrid, à Bagnols-Les-Bains, à Marseille, les mobiliers et les constructions se ressemblent. Ils relèvent d'une esthétique commune. Comment expliquer que les projets élaborés sur-mesure par

<sup>46</sup> Extrait de <http://www.bruitdufrigo.com/index.php?id=193>

rapport aux territoires et à ses habitants-es se ressemblent dans leurs ambiances et leurs matériaux ? N'y-a-t-il pas finalement là une uniformisation du modèle ? La participation citoyenne est recherchée dans les méthodologies et ambitions de ces collectifs. Comment cela se traduit-il ? L'est-elle à tous les niveaux ?

## ***2.2 La participation citoyenne, fer de lance des nouveaux praticiens, mais jusqu'à quels niveaux ?***

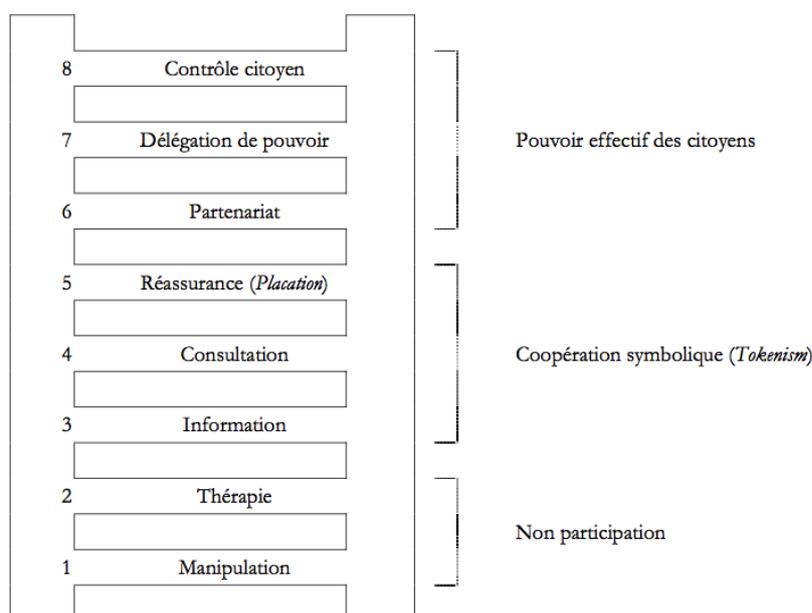
Déplorant le manque de terrain, d'ancrage dans le quotidien urbain et de partages avec les habitants-es, les nouveaux praticiens s'engagent dans des projets plus intégrés et proches de ces critères-ci. Fort de vingt ans d'expériences, il est intéressant de se rendre compte de la manière dont la participation citoyenne s'ancre dans ces nouvelles démarches professionnelles et d'en avoir une analyse. A quels moments du projet est-elle attendue ? Est-elle toujours significative ? Avant de se pencher plus en détails sur la place des citoyens dans les projets des collectifs, retour sur les concepts de la participation citoyenne pour se rendre compte du cadre dans lequel cette démarche s'inscrit.

### **2.2.1 Concepts et repères de la participation citoyenne**

La participation citoyenne c'est quand les habitants-es sont présent-es à différentes étapes d'un projet. Dans ce mémoire, elle est recherchée au regard du territoire et des projets qui s'y créent. Pour se rendre compte du cadre dans lequel cela s'inscrit, il est nécessaire de revenir sur quelques-uns des concepts qui définissent la participation citoyenne, et plus généralement la démocratie participative. Lesquels sont-ils ? Quelles sont les différentes échelles de participation ? Quels sont les travers de la participation ? Plusieurs élus-es et techniciens-es ont légitimé leur décision en passant, soit disant, par des processus participatifs. En réalité, il s'agit de participation symbolique élaborée autour de réunions d'information ou de brèves consultations.

« *La participation citoyenne est une expression radicale qui désigne le pouvoir des citoyens*<sup>47</sup> ». Sans la redistribution des pouvoirs, il ne s'agit que d'une coquille vide, d'un « *processus vide de sens*<sup>48</sup> ». Pour cerner le rôle laissé aux citoyens par les pouvoirs publics, Sherry Arnstein, consultante américaine, distingue en 1969 huit échelons de participation des citoyens dans les projets qui les concernent. Bien entendu, cette échelle est simplificatrice, elle ne reflète pas la diversité des procédures et d'échelles dans lesquelles il est possible de pratiquer la concertation. Mais elle illustre bien les différents grands paliers de participation. Chaque barre mesure « *le pouvoir du citoyen et sa propension à déterminer la production finale* »<sup>49</sup>

Figure 7 : Les huit échelons de la participation selon Sherry Arnstein



Source : ARNSTEIN, Sherry R. (1969) « A ladder of citizen participation », *Journal of the American Institute of Planners*.

Les deux niveaux situés en bas de l'échelle : « *manipulation* » et « *thérapie* » décrivent ce qu'est la « *non-participation* ». Les objectifs de co-construction, de co-décision et même de dialogue sont absents ! L'idée est « *d'éduquer* », de « *guérir* »

<sup>47</sup> ARNSTEIN R. Sherry, 1969, « A ladder of citizen participation » dans l'article de Donzelot Jacques et Epstein Renaud – Démocratie et participation : l'exemple de la rénovation urbaine. Publié dans Esprit (dossier « Forces et faiblesses de la participation »), n°326-2006-PP.5-34

<sup>48</sup> Id.

<sup>49</sup> Id.

des pathologies comme la pauvreté, la délinquance au lieu de s'attaquer aux réelles causes que sont le racisme, les inégalités, la pauvreté<sup>50</sup>.

Les deux niveaux au-dessus concernent « *l'information* » et la « *consultation* ». Les citoyens viennent écouter, s'informer, donner leur avis. Cependant, ils n'ont aucune garantie que ce qu'ils disent lors des réunions sera pris en compte dans le projet, encore moins dans la décision finale. La décision revient uniquement aux représentants. Ainsi, ils viennent donner une « *information à sens unique* ». Le processus d'information et de consultation n'est autre que des phases nécessaires pour légitimer la « participation ».

Ces quatre niveaux n'entraînent donc pas de participation citoyenne. La participation est avortée. A aucun moment il n'y a un partage des pouvoirs, une discussion d'égal-à-égal entre les représentants et les représentés. Par qui les citoyens sont-ils représentés si les représentants ne représentent qu'eux mêmes ?

Le niveau 5 représente la « *réassurance* », il introduit la participation. Les citoyens commencent à gagner une certaine influence même si cela reste symbolique. Quelques citoyens sont autorisés (ou même invités) à faire des propositions mais les détenteurs du pouvoir restent les mêmes. Selon leur légitimité aux yeux des élus-es, ces dernières iront alimenter le travail final.

C'est à partir de l'échelon 6 avec le « *partenariat* » que la participation à proprement parler s'engage. Les citoyens ont un degré d'influence sur le projet et la décision finale. Un discours d'égal-à-égal commence à se construire autour d'un argumentaire. Le partenariat introduit un rapport de force jusque-là absent.

Le « *pouvoir délégué* », niveau 7 de l'échelle, est le résultat d'un rapport de force gagné lors du partenariat. Les citoyens gagnent du pouvoir sur l'élaboration d'un projet et sa prise de décision. Ils ont une majorité de sièges. Là, les citoyens ont suffisamment d'atouts pour bénéficier d'une réelle influence sur le projet. Les détenteurs du pouvoir désormais ne répondent plus aux pressions des citoyens pour gagner la paix sociale mais s'engagent dans une réelle négociation.

Pour terminer, le dernier échelon est le « *contrôle citoyen* ». Les citoyens ont « *un certain degré de pouvoir (ou de contrôle)* » qui leur garantit la possibilité de piloter

---

<sup>50</sup> Pour exemple, la thérapie de groupe a pris le masque de la participation citoyenne dans plusieurs cas notamment dans des programmes de logements sociaux où les locataires étaient instrumentalisés pour promouvoir des campagnes du type « *Contrôlez votre enfant* ».

un programme, un projet de manière autonome. Il n'y a plus d'intermédiaire. Le pouvoir des citoyens est donc « *effectif* ».

Sherry Arnstein pose la question du pouvoir des citoyens et de leur accès à la délibération et à la décision, il s'agit là d'une condition *sine qua none* pour que la participation soit effective.

Marion Carrel, elle, parle du « *cens caché en démocratie participative* ». Dès 1978, Daniel Gaxie<sup>51</sup> invoque l'idée « *d'auto-exclusion* » des citoyens-es non-diplômés. Le politique adopte une posture de professionnel qui le rend plus légitime et lui donne une certaine autorité. Par son langage technique, son bagage universitaire et ses compétences, sa légitimité se construit d'elle-même et bâillonne les profanes. Dès lors, une forme de suffrage censitaire se cache dans notre démocratie actuelle.

La participation renouvelle la vie démocratique puisqu'elle contribue à la réintégration des habitants-es dans le système politique et à leur émancipation. Cependant, elle peut tout aussi bien, de par son *cens caché*, alimenter les inégalités entre les individus.

Elle appuie ses arguments : « *Les non-diplômés, les jeunes, les mères de famille, les étrangers, les personnes souffrant de handicap, toutes les personnes qui sont très peu à l'aise en public pour des raisons de niveau scolaire, d'aisance ou de confiance*<sup>52</sup> » sont éloignées des dispositifs de démocratie participative. La plupart viennent une fois pour s'y essayer puis ne reviennent plus. Il y a de nombreux absents de la participation. Cela est dû au « *cens caché* ».

Marion Carrel remarque trois formes d'attitude chez les habitants-es peu diplômé-es dans les lieux de participation. La première est « *l'autocensure* ». Beaucoup de personnes ne se sentent pas légitimes à prendre la parole, pas autorisées. La seconde porte sur le « *registre collectif* », c'est-à-dire lorsque vigoureusement voire avec agressivité, un citoyen s'exprime au nom du collectif et remet en question les décisions prises par les pouvoirs publics. Généralement, cette position est remise en doute : la parole est « *dénigrée, dévalorisée* » dans le doute qu'elle ne soit pas

---

<sup>51</sup> Politiste et chercheur français. Il est connu pour ses travaux de référence en matière de sociologie du vote

<sup>52</sup> CARREL Marion, Faire participer les habitants ? *Les quartiers d'habitat social entre injonction participative et empowerment*, Préface de Nina Eliasoph (University of Southern California), Lyon, ENS Editions, 2013.

représentative de l'intérêt général. La troisième porte sur l'expérience personnelle, sur l'expression de ses propres problèmes. La parole dans ces cas-là, ne relève pas de l'intérêt général, elle est dévalorisée car « *jugée comme égoïste* ».

Les différents niveaux de la participation, les écueils de la participation notamment au regard des habitants-es peu diplômés font partie des nombreuses difficultés auxquelles se sont confrontés les collectifs dans leur travail de professionnels. En connaissance de cause : comment ont-ils adapté leur méthodologie ? Quelles ambitions soutiennent-ils ? Et à quel-s moment-s attendent-ils les habitant-es ?

## 2.2.2 Les habitants-es attendu-es à différentes étapes du projet selon les collectifs

Que cela concerne les actions artistiques, pédagogiques ou urbaines, la participation des habitants-es est souhaitée dans la majorité des projets menés par les collectifs. C'est une de leur motivation principale à leur création : quête de l'humain, le citoyen, l'inclusion, les projets intégrés.

Dans ce sens, chacun développe un argumentaire de choix en lien avec les ambitions poursuivies. Des extraits des sites internet et autres publications, ainsi que des entretiens permettent de s'en rendre compte :

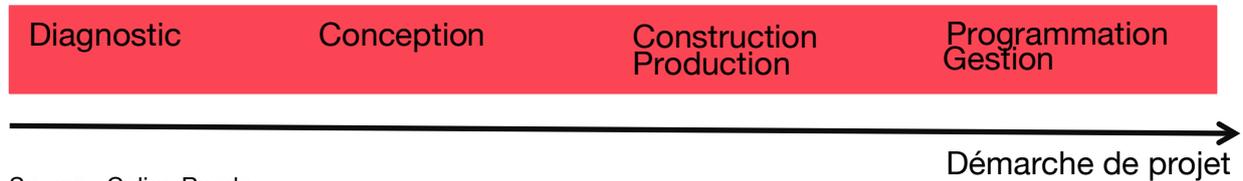
Tableau 1 : Une rhétorique encline à la participation citoyenne de la part de collectifs

« (...) permettre à chacun d'y tenir son rôle, de pouvoir agir sur son devenir, d'être acteur de son évolution. »	Arpenteurs
« (...) associer les « exclus du plan » »	Diddatica
« Lieu citoyen de questionnement critique et constructif »	Manufacture des Paysages
« Susciter la curiosité des habitants sur leur environnement urbain »	Compagnie des rêves urbains
« (...) créer des actions artistiques participatives »	Cotchenko
« (...) susciter l'intérêt et le plaisir de faire-ensemble entre usagers, citoyens, élus, professionnel, techniciens ou experts... »	De l'Aire
« (...) porter la parole habitante, accompagner les habitants-es, ouvrir des espaces de paroles »	Robins des Villes

Source : Coline Rande

Les collectifs font de la participation citoyenne une de leur priorité d'action. Comment se formalise-t-elle dans les différentes étapes du projet ? Généralement, la démarche de projet relève de différentes étapes. Selon la commande, le collectif est amené à intervenir sur une ou plusieurs de ces étapes.

Figure 8 : Les étapes-clés d'une démarche de projet participative



Le diagnostic est l'une des étapes pré-figuratives en vue du projet. Quelquefois la commande ne s'en tient qu'à cette étape-là, la suite étant organisée à partir du travail effectué par les techniciens-nes et les élus-es. D'autres fois c'est une étape dans le projet, cela fait parti du processus. Le diagnostic est partagé. Pour cela, généralement les nouveaux praticiens partent en résidence, en immersion sur le territoire. Ils vont à la rencontre des habitants-es, développent des outils afin de recueillir la parole citoyenne et associative. Ils peuvent travailler à partir de différents supports tels que les porteurs de parole, des photos, des cartes sensibles, des balades urbaines. Le but visé est de se rendre compte des potentialités et des difficultés du territoire, du contexte humain, économique et géographique dans lequel il s'insère. Mais aussi c'est un processus qui vise à identifier des habitants-es et les insérer au mieux dans le projet en cours en constituant un noyau-ressource sur lequel s'appuyer pour la suite du travail.

La démarche de conception peut ou ne pas être participative. Certains d'entres eux « *assument parfaitement leur rôle de concepteurs*<sup>53</sup> » comme Bruit du Frigo, collectif Exyzt, Cotchenko. D'autres collectifs, par contre, souhaitent réfléchir à la forme de l'objet ou du projet avec les habitants-es comme l'association De l'Aire et Robins des Villes. La conception est une des étapes les plus difficiles au cours de laquelle

<sup>53</sup> Entretien téléphonique avec Yvan DETRAZ du Bruit du Frigo

l'ensemble des participants-es se met autour d'un support (maquette, croquis) pour matérialiser ce qui a été relevé durant la phase de diagnostic.

Figure 9 : Extrait de l'étape « conception » dans le cadre d'un projet d'aménagement collectif d'un espace délaissé à St Ouen, projet de l'association Robins des Villes

Conception
Balade ouverte orientée vers les enjeux et les questions importantes
Maquette sur plan qui sert de support sur les usages, permet de savoir qu'est ce que l'on veut dans ce lieu (photoréférence)
Réflexion autour de l'ambiance du Lieu (couleurs, matériaux, etc)
Ateliers pédagogiques : rôle des enfants, intégration
Formalisation de la maquette : l'ambition se traduit en construction d'aménagement

Source : Document de travail élaboré par Mathieu Champmartin et Coline Rande

La réalisation, la construction sont des étapes de plus en plus courantes dans la pratique des collectifs, surtout ceux d'architecture comme le collectif ETC ou encore Exyzt. Lorsque la démarche de projet s'engage sur une micro-échelle (type espace public ou encore espace délaissé), alors les collectifs co-construisent (au sens propre du terme) avec les habitants-es. Par exemple lors de cette phase, les architectes de Collectif Exyzt attendent les habitants-es sur « *les petites tâches* » comme la peinture, le ponçage, etc. L'association Robins des Villes, quant à elle, s'est récemment mise à accompagner des habitants-es sur la construction de ce qui avait été décidé lors de l'étape de conception, notamment sur le projet du Carré Vert à Saint-Denis. Pour autant, les réalisations sont simples et tiennent parfois plus du bricolage que de la conception architecturale.

La programmation, c'est le moment où les habitants-es « sont intégrés au projet » pour le collectif Exyzt. Ils le font « vivre », ils « l'animent », ils « en font la programmation ». C'est à ce moment-là que les habitants-es prennent la main sur ce que le collectif a pensé et conçu. Par exemple, la fontaine du Parc St Exupéry à Vitrolles a été repensée et rénovée, les habitants-es viennent l'utiliser, s'y baigner, l'animer, etc. C'est à ce moment-là qu'ils s'emparent du projet et le font vivre.

La gestion du projet c'est quand les habitants-es qui ont participé aux différentes étapes du processus sont autonomes quant au devenir et aux activités du lieu. C'est par exemple : la gestion, le programme des activités, faire vivre et animer le lieu de manière indépendante et autonome avec des outils adaptés dans ce sens.

Pour aller plus loin, avant tout ça, il y a une étape de lancement, qui arrive lors de l'émergence d'une idée... Comment faire en sorte que les collectifs accompagnent des habitant-es déjà mobilisé-es sur un sujet ? Est-ce nécessaire ? Les collectifs doivent-ils être présents pour mobiliser sur un espace ou pour accompagner un contre-projet ?

Ainsi, selon les collectifs et la marge de manœuvre sur le projet, les citoyens ne sont pas intégrés aux mêmes étapes de travail. Comment cela se traduit-il ?

### **2.2.3 La participation citoyenne au regard du collectif Exyzt et de l'association De L'Aire**

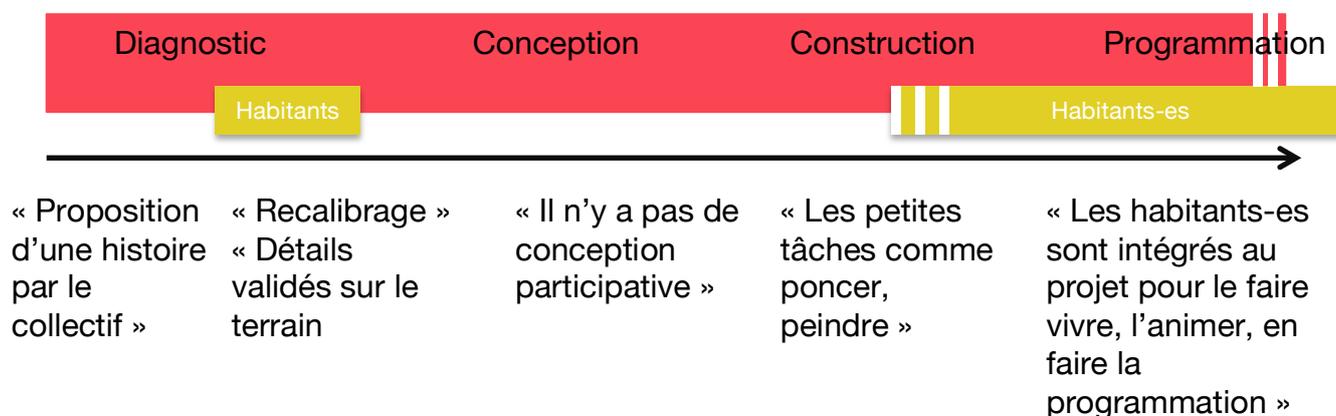
Alors que dans les discours, tous les collectifs pratiquant de nouvelles manières d'appréhender le territoire prônent la participation. En regardant de plus près la démarche de projet, il est curieux de remarquer que chacun des collectifs entend la participation citoyenne de manière différenciée. Cela se traduit par une intégration des habitants-es à différentes étapes du projet, le focus sur deux collectifs permet de se saisir de cette remarque.

#### ***\* Focus sur le collectif Exyzt \****

C'est Mattia Paco Rizzi, un des architectures du collectif Exyzt, qui a explicité plus en détails la démarche du collectif durant un entretien d'une cinquantaine de

minutes. Ci-dessous, un schéma explicitant plus précisément à quel moment s'exprime la participation citoyenne dans leur démarche de projet.

Figure 10 : Démarche d'un projet artistique mené par le collectif Exyzt



Source : Coline Rande

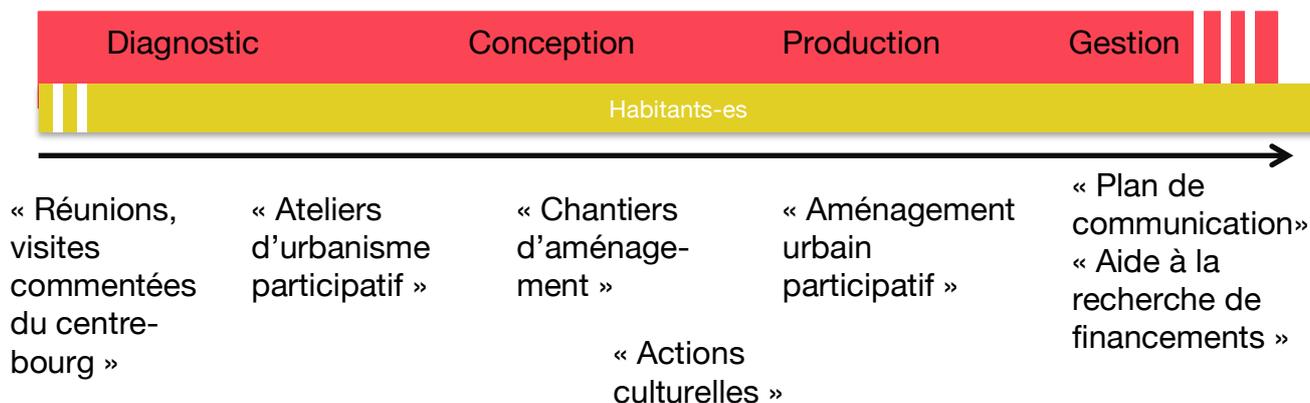
Mattia Paco Rizzi dira lors de l'entretien que les habitants-es « *sont spectateurs de la beauté du geste et en deviennent acteurs plus tard* ». Ici, la participation citoyenne n'est pas totale. Elle est limitée à certaines tâches clairement établies par Exyzt. Les projets de ce collectif relèvent de commandes artistiques. Y'a t'il un lien possible à faire ? L'absence des habitants-es dans toutes les démarches de projet est-elle alimentée par le fait que le projet répond à une commande artistique ? En tant qu'architectes, sont-ils les seuls garants de l'art ? Quelle démocratisation culturelle valide ? Pour légitimer ce parti-pris, l'architecte expliquera que « *chacun a un rôle, des compétences, des diplômes et c'est très bien comme ça, sinon ça ne marche pas* ».

#### \* Focus sur l'association De l'Aire \*

En 2012, s'engage un projet de réaménagement participatif de centre-bourg. La commande de la mairie de Bossieu consiste à « réaménager le centre-bourg, réactiver le lien social entre les habitants, renforcer la relation et le dialogue élus-citoyens, développer une offre culturelle qui pourrait en partie prendre place sur la

place centrale ». <sup>54</sup> Le rôle de De L'Aire semble clair : « élaborer ensemble un programme de travail sur-mesure avec une dimension citoyenne et participative forte <sup>55</sup> ». Le délai laissé est de un an. De l'Aire organise son action en plusieurs étapes.

Figure 11 : Le centre bourg de Bossieu réfléchi et réaménagé collectivement



Source : Coline Rande

Dans le cadre de ce projet où la commande appelle l'association à travailler sur toutes les étapes du processus, les habitants-es sont invité-es (avec les associations locales et les élus-es) à participer à toutes les phases du projet. Les chantiers d'aménagement ont permis de construire du mobilier et autres pour tester les premières propositions. Lors de la restitution de leur projet, l'association a proposé aux élus-es d'engager « *la conception et l'accompagnement d'une maîtrise d'oeuvre participative et créative pour la construction des aménagements urbains pérennes type mobiliers, pergola, terrasse, abri de jardin, aménagements paysagers, jardins partagés, scène de spectacle amovible* <sup>56</sup> ». L'ambition de De l'Aire consiste à amener la participation à tous les niveaux, même à celui de la construction physique des aménagements par les citoyen-ne-s.

<sup>54</sup> Extrait de <http://www.delair.eu/coordination-de-projets/centre-bourg-bossieu>

<sup>55</sup> Idem

<sup>56</sup> Extrait de <http://www.delair.eu/coordination-de-projets/centre-bourg-bossieu>

Ainsi chacun des collectifs entend la participation citoyenne de différentes manières et à différents niveaux dans la démarche du projet. Il est significatif à quel point les actions de projet artistique restent aux mains des professionnels notamment lors de la conception, d'autres collectifs par contre font le pari d'aller encore plus loin dans la démarche participative avec la présence des habitants-es sur la construction physique des projets, aménagements et autres mobiliers décidés. Par rapport à tout cela, comment se positionne l'association Robins des Villes ? Ayant participé aux différentes missions de cette association pendant plus de cinq mois, il est intéressant de se rendre compte des autres complications qui touchent la démarche participative.

### **3 Limites et écueils, une expérimentation pour aller plus loin ?**

Les collectifs placent la participation citoyenne à différents niveaux et étapes du projet. Au delà des ambitions participatives différentes chez les collectifs, des complications externes et difficiles de portée s'inscrivent dans la démarche et la fragilisent. Un retour d'expériences sur une mission particulière menée en tant que stagiaire dans l'association Robins des Villes permet de donner un exemple du type de complications auquel un collectif de nouveaux praticiens est amené à faire face. A cela s'ajoutent d'autres écueils à l'ambition participative notamment au regard de l'expertise. Une fois que tous ces éléments sont saisis, comment aller au-delà ?

#### ***3.1 Enjeux extérieurs et questionnements sans réponse qui limitent la volonté participative des nouveaux praticiens***

A la suite d'un stage de cinq mois aux côtés de l'association des Robins des Villes, plusieurs projets ont été menés. Une des missions principales, durant ce stage, a été un travail autour de l'aménagement participatif d'une dalle extérieure de 400m<sup>2</sup>. Non-utilisée, elle appartient à Mains d'Oeuvres. C'est une friche culturelle, « lieu de création et de diffusion, de recherche et d'expérience destiné à accueillir des artistes de toutes disciplines, des démarches associatives et citoyennes<sup>57</sup> ». Le Lieu sollicite l'équipe Robins, qui y est en résidence, pour mener une démarche participative en vue de l'aménagement de la dalle. L'association Robins des Villes s'engage bénévolement sur des dates clés, dans l'attente de subventions.

##### **3.1.1 Exemple du type de complications inhérentes à un projet mené par l'équipe francilienne de l'association Robins des Villes**

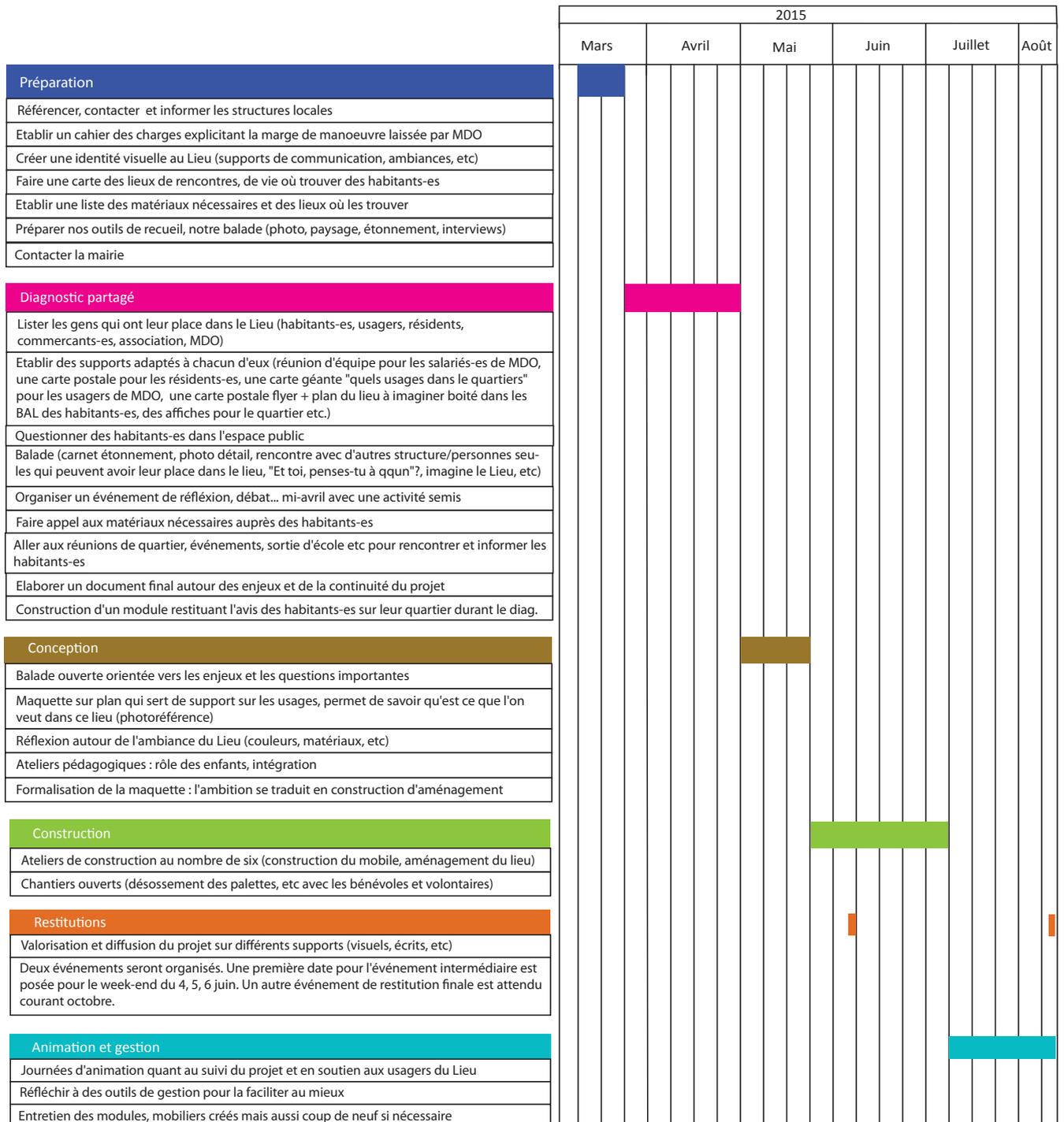
---

<sup>57</sup> Extrait de <http://www.mainsdoeuvres.org>

L'équipe Robins reformule la commande et se rend compte de la marge de manœuvre. En effet, Mains d'Oeuvres souhaite que la dalle soit un lieu aménagé et animé par et pour les habitants-es et les associations locales. Un premier calendrier méthodologique est rédigé dans ce sens :

Figure 12 : Méthodologie pour la mission Bazar de Friche à Saint-Ouen

Mission Bazar de Friche - Quartier Rosiers/Les Puces - Saint-Ouen



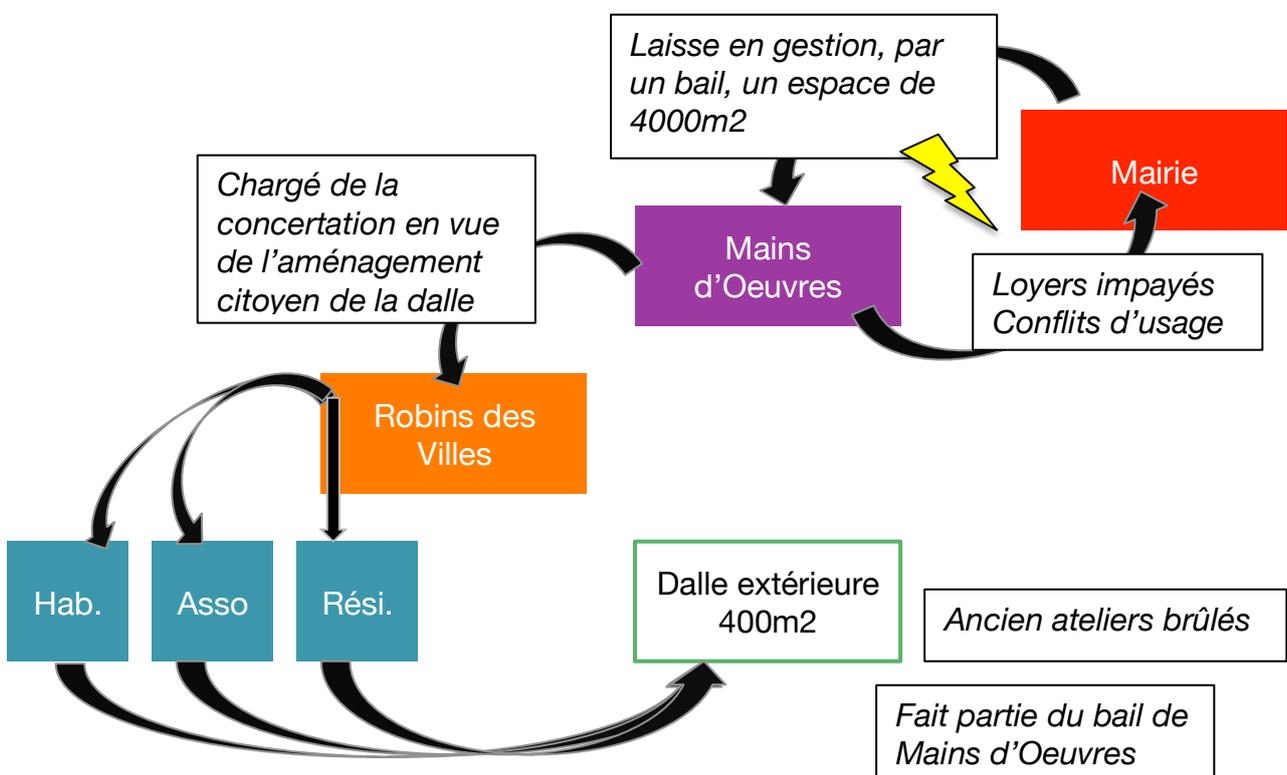
\* Avec un comité de suivi constitué d'habitants-es, d'usagers des structures et de représentants des différentes associations

Source : Coline Rande

Un travail avec les habitants-es, les résidents-es et les associations locales démarre en avril et mai, il y a une appropriation du projet assez rapidement notamment par un groupe d'habitants-es et des associations audoniennes. Deux ateliers ont lieu, un groupe d'une dizaine de personnes se crée. Tandis que certains réfléchissent à la construction d'une scène modulable, des associations imaginent le rôle qu'elles pourraient avoir sur un tel lieu. Un groupe d'habitant-es nous sollicite même pour faire la fête des voisins sur la dalle.

Cependant, au fur et à mesure de la démarche, plusieurs complications s'enchainent. Ce croquis ci-dessous permet de voir le contexte dans lequel s'inscrit le projet et les difficultés que cela entraîne.

Figure 13 : Contexte du projet de l'aménagement collectif de la Dalle



Source : Coline Rande

Dès le début du projet, les Robins ont souhaité de la part de Mains d'Oeuvres une autorisation venant de la mairie. Mains d'Oeuvres n'a pas souhaité en demander une puisque la dalle est dans leur bail. Cependant, le premier événement public de discussion collective citoyenne a été déplacé. En effet, la dalle a été interdite

d'accès à la mairie. Cette dernière a été avertie du projet en cours par des voisins en confrontation avec Mains d'Oeuvres pour des raisons de tranquillité. A ce moment-là, l'équipe Robins a compris qu'il y avait des enjeux qui dépassaient l'aménagement de la dalle et sur lesquels elle n'avait pas de prise.

### **3.1.2 Contraintes nouvelles, enjeux politiques : des éléments extérieurs qui amoindrissent l'ambition participative**

Invisibles au départ, plusieurs contraintes remettent en question l'ambition du projet. Pour se saisir du type de difficultés, totalement inhérentes à l'ambition du projet mené par un collectif ou une association, nous allons revenir un peu plus en détails sur cette mission particulière menée par l'équipe francilienne de l'association Robins des Villes.

Quelques exemples du type de contraintes arrivées au fur et à mesure du projet :

#### ***Le statut de la dalle***

Robins des Villes travaille sur la notion de propriété. L'espace public est-il à tous ou à chacun ? En effet, les structures publiques limitent leur appropriation. A partir de ce constat, l'association travaille sur des terrains semi-publics, en friche, qui sont facilement appropriables. La volonté forte du gestionnaire du lieu permet d'engager un travail de coproduction car il y a moins d'enjeux à assumer comme les enjeux sécuritaires, politiques, économiques. C'est dans ce sens là que l'équipe francilienne s'est engagée sur le projet. De manière inattendue, le statut de la dalle a posé souci. La dalle était avant des ateliers de plasticiens. Suite à un incendie, des travaux ont été engagés pour détruire les ateliers restants endommagés. Aujourd'hui, c'est une dalle extérieure de 400m<sup>2</sup> dans l'enceinte de Mains d'Oeuvres qui gît. Bétonnée et nue, elle est une vraie potentialité pour les habitants-

es et les associations du quartier. C'est l'ambition poursuivie par Mains d'Oeuvres, cette zone faisant partie intégrante de son bail. C'est à ce titre-là que le Lieu a engagé une démarche de projet sur cet espace. Cependant, les travaux et le zonage entraînent de zones de flou quant à l'occupation potentielle de la dalle. C'est sur ces enjeux que la mairie joue. Un événement organisé le 18 avril sur la dalle a été interdit par la mairie pour cause de « chantier interdit au public ». Deux jours avant l'événement, des artisans sont venus sur la dalle pour un chantier. Cela faisait plus d'un mois que les travaux sur la dalle étaient terminés.

### ***Le conflit avec la mairie***

Mains d'Oeuvres est en conflit avec la mairie à la suite d'impayés de loyers mais aussi de conflits d'usage (type de public critiqué, concerts bruyants, etc). La mairie, depuis plusieurs mois, avait rompu tous contacts avec le Lieu. Normalement, le Lieu peut bénéficier des locaux encore pendant deux ans, le bail se terminant à ce moment là mais des menaces pèsent sur le Lieu comme la Commission de Sécurité attendue courant juin qui peut avoir pour autorité la fermeture administrative du Lieu. La mairie a dans ses projets l'ambition de faire de cet espace de 4000m<sup>2</sup> un conservatoire régional. Peut être souhaite-t-elle s'y affaïrer le plus vite possible ?

### ***L'ambiguïté de Mains d'Oeuvres quant à la participation citoyenne***

Mains d'Oeuvres est un « lieu de promotion artistique et de démarches citoyennes ». Cependant, plusieurs reproches lui ont été faits par les associations et quelques habitants-es vis-à-vis de son intégration dans le quartier et des potentialités de partenariats. Mains d'Oeuvres est spécialement ancrée dans une démarche artistique, quelque fois perçue comme élitiste et pas vraiment populaire. Ces reproches ont d'ailleurs été repris par la mairie. Mains d'Oeuvres « ne fait pas assez pour le quartier et ses habitants-es ». Le projet d'aménagement collectif de la dalle était une manière de changer de politique et d'affirmer cette démarche

publiquement. Cependant, l'ensemble de l'équipe n'en est pas au même niveau quant à la place des habitants-es au sein de Mains d'Oeuvres. Plusieurs retours en arrière ont été faits par la direction quant aux décisions déjà validées plusieurs jours avant. Ainsi donc, quelque fois, l'équipe Robins s'est retrouvée frontalement confrontée à l'ambiguïté de la démarche du Lieu, à ses ambitions à deux voire trois vitesses. Y a t'il réellement une ambition citoyenne ? Ou s'agit-il d'une démarche-alibi pour rouvrir un dialogue avec la mairie sans pour autant laisser de réelle place aux habitants-es ?

Au-delà de l'ambition participative de chacun des collectifs, ces derniers sont confrontés à d'autres types de difficultés comme les conflits politiques ; ou encore l'intégration dans un jeu d'acteurs mal connu dont les effets dépassent la démarche du projet ; des délais réduits ; des incertitudes laissant la place à des contraintes. Malgré l'ambition participative des nouveaux praticiens, certains voient leur projet réduit de moitié voire même s'arrêter à cause du ralentissement des commanditaires voire l'annulation de la démarche. La volonté participative des collectifs n'est pas identique entre eux. A cela s'ajoutent d'autres enjeux qui mettent à mal l'ambition participative des nouveaux praticiens.

Outre la volonté et les enjeux extérieurs, des questions émergent quant aux nouveaux praticiens.

### **3.1.3 Quid des questions sans réponses**

Compte tenu des années de pratiques de certains nouveaux praticiens et du contexte qui a évolué et évolue encore il est possible de faire une analyse des nouveaux praticiens, de leurs projets et de leurs rôles. Cependant, plusieurs questions subsistent, et restent sans réponses (si tenté que des réponses claires puissent exister).

### *L'esthétique : un nouveau un point de tension émergent*

Les projets intégrés se ressemblent. Les matériaux, les ambiances sont les similaires. N'y a t'il pas une standardisation des projets ? Pourtant ces derniers ne devraient-ils pas être différents compte tenu du fait qu'ils se réfléchissent, s'élaborent et se construisent à partir des spécificités territoriales et citoyennes ? Comment les nouveaux praticiens abordent-ils la question de l'esthétique ? A partir de quels outils la travaillent-ils ? Au-delà de l'aspect final, comment se sont décidées les formes des mobiliers à construire ? Qui a fait les dessins ? L'esthétique interroge car elle correspond à des conventions officieuses qui ne sont pas clairement énoncées mais qui se font échos les unes aux autres dans les projets. Comment l'expliquer ? La question a été posée lors des entretiens avec Bruit du Frigo, Robins des Villes et Exyzt mais aussi à Claire Bonnet (co-fondatrice de l'association « Saprophytes »). En tant qu'architecte, comme Bruit du Frigo et Exyzt, elle se garde le droit de dessiner les espaces à partir de tous les éléments relevés lors du diagnostic. La participation citoyenne ne peut elle pas aussi prendre part lors de la conception ? Ceci sous-tend la question de l'expertise.

### *Le rôle de l'expertise*

L'ambition participative ne s'entend pas à tous les niveaux chez les nouveaux praticiens. La difficulté à se délaisser de son expertise y est-elle pour quelque chose ? Est-ce cette dernière est encore trop ancrée dans pratiques ? Ou cela vient-il des habitants-es qui ne sont pas prêt-es à aller plus loin dans les démarches ? L'expertise est alimentée par les longues études, les compétences et l'expérience. Elle déséquilibre les débats et entraine un rapport de domination. Certain-e-s professionnel-le-s sont plus légitimes à parler, à travailler sur un sujet que d'autre pour cause de diplômes. Mais l'expertise ne participe-t-elle pas à hiérarchiser les individu-e-s les uns avec les autres ? Chacun de nous n'a-t-il pas la capacité à être compétent sur un domaine par intérêt et en expérimentant ?

Beaucoup des collectifs se revendiquent du mouvement de l'éducation populaire. Ce mouvement des années 1970 appelle à la dé-hiérarchisation des individus les uns envers les autres. Pour cela, il faut se lancer dans des démarches de « déprofessionnalisation » et une quête de l'égalité des savoirs. Les nouveaux praticiens souhaitent-ils rétablir équitablement un débat ou rester malgré tout au-dessus de par leur expertise ? Dans ces cas-là, la participation citoyenne serait, toujours, restreinte et contrôlée par les professionnel-le-s.

### ***La montée en échelles***

Les échelles amènent plusieurs questions. Aujourd'hui les projets participatifs qui s'engagent le sont sur des micro-espaces. Tout d'abord, peut être cela signifie-t-il que les habitants-es ont du mal à s'approprier des échelles plus importantes que leur quotidien, peut être que les enjeux sont encore trop faibles pour surpasser l'ambition du projet ? Cela pose aussi la question de la capacité des habitants-es à appréhender des échelles plus vastes que celle de leur quotidien, de l'espace public ?

Autre point, avec les reconfigurations territoriales mais aussi la montée en flèche des acteurs privés, les projets de territoire s'organisent à des échelles plus grandes comme la métropole, l'agglomération, la ville. Ces échelles peuvent-elles permettre une appropriation citoyenne ? Ne sont-elles pas là pour « perdre » les habitants-es et maintenir toutes formes de pouvoirs ? Comment est-ce possible qu'un groupe de professionnels décide du devenir des territoires pour les autres ? Cela pose donc la question centrale : quelle est la vraie échelle pour avoir un urbanisme humain ? Les échelles territoriales actuelles ne sont-elles pas erronées ?

### ***Que permet l'éphémère ?***

Le collectif ETC, le collectif Exyzt et bien d'autres encore ont recours à la performance sur l'espace public. Généralement elle s'inscrit dans une temporalité

concise qui reste éphémère. Quel(s) autre(s) rôle(s) a t'il ? Que permet-il ? L'hypothèse qui pourrait être posée pourrait être la suivante : cet urbanisme temporaire transforme les pratiques. L'éphémère peut être l'expérimentation qui ouvre le champ des possibles. Il peut aussi participer à tester de nouveaux usages. L'éphémère peut aussi influencer ce qui est à venir, les constructions pérennes. Mais est-ce réellement le cas ? Les constructions pérennes s'organisent-elles sur ce qui a été mis en place, conçu et construit avec les habitants-es ?

D'autre part, le passage éclair de certain-e-s praticien-ne-s pose question quant à l'appropriation et la transmission des projets. Sur certains projets, le manque de relais local fait tâche. Quels rôles peuvent avoir les structures et des associations locales comme les centres sociaux, de loisirs, etc ? Elles ne sont pas forcément spécialistes de l'aménagement urbain mais plus près des besoins et des envies habitantes.

### ***3.2 Retour sur un processus de recherche confronté au terrain***

Cette dernière sous-partie vise à avoir un regard d'ensemble sur le processus de recherche mené durant ces derniers mois, de saisir les avancées, les questionnements, les évolutions, les points de bifurcation. Depuis plus de deux ans, un questionnement perpétuel subsiste quant à la profession des aménageurs, urbanistes et plus récemment des architectes. Leurs manières de procéder sont trop souvent éloignées des réalités territoriales et vécues des/par les habitants-es. Comment se saisir de ce phénomène ? Quelle analyse faire des initiatives professionnelles émergentes ?

Lors du master 1, un premier stage a été effectué dans une association de quartier composée d'habitants-es, de militants-es et d'éducateurs. Après m'être saisie du regard des habitants-es et des associations d'un quartier en Politique de la Ville, de leurs colères, leurs doutes, les enjeux auxquels ils sont confrontés, c'est vers une association de professionnels du champ urbain que le stage de master 2 a été exécuté.

L'enjeu était de se saisir du regard des professionnels sur la question de la participation citoyenne. C'est dans ce dessein que ce deuxième mémoire s'est organisé.

### **3.2.1 Partir volontairement d'un constat naïf pour laisser la place à tout étonnement**

Cette année de master 2 a été l'occasion de se donner à réfléchir sur les nouveaux praticiens de la ville, leurs rôles, leurs ambitions, leurs outils et d'en trouver les limites.

Le constat de départ, malgré les conférences, quelques lectures, reste volontairement naïf. Ces pratiques sont relativement nouvelles, et par conséquent peu analysées et peu fournies en références bibliographiques. Le manque de publications, d'analyses en la matière ne permet pas de faire une digression dans la recherche. Il faut analyser beaucoup d'éléments qui semblent basiques et ordinaires mais dont certains sont particulièrement symboliques de la démarche. La totalité de la recherche ne permet pas de rendre compte de toutes les fausses pistes qui ont malgré tout été explorées. C'est cela qu'offre la naïveté dans la recherche. Avoir un regard naïf dans les premiers temps permet d'être constamment étonné et de se saisir des différents éléments existants avant de se rendre compte de l'importance de certains.

Les nouveaux praticiens sont encensés, les projets qu'ils développaient à la marge dans les années 90 ont, aujourd'hui, gagné en popularité. Est-ce dû à la montée en force des initiatives et pratiques citoyennes ? Ou s'agit-il de projets coup de poing à l'envergure événementielle qui répond aux enjeux marketings actuels ?

Le constat de départ se construit autour de ces professionnels, étudiants en fin d'études qui élaborent des alternatives dans la manière de réfléchir, d'appréhender, de concevoir et de construire le territoire. Un point d'honneur dans ces nouvelles

pratiques professionnelles est fait aux habitants-es considéré-e-s comme forces de proposition au vu de leurs savoirs d'usage.

Dans ce constat, les nouveaux praticiens ne font qu'un, il n'y a pas de différence de faite entre eux, pas de typologie construite. Ils agissent de la même manière et portent des valeurs communes. Qu'ils soient architectes, géographes, urbanistes, ils ont décalé leur regard et modifié leurs pratiques professionnelles. Ils mettent les habitants-es au cœur de leurs processus. C'est d'ailleurs l'hypothèse de ce travail : les nouveaux praticiens font de la participation citoyenne leur fer de lance. Dans ce sens, ils développent des outils pour intégrer la parole des habitants-es dans les projets. Les processus de travail s'organisent avec eux à différentes étapes du projet.

En plus de ça, ils sont dans une dynamique nouvelle de réflexion sur le territoire, les échelles de projet sont plus petites, l'espace public est un des référents principaux. Les constructions menées répondent à une démarche de récupération, de frugalité, de « do it yourself ». C'est un nouveau paradigme professionnel qui s'érige, il est basé sur l'éducation populaire, le travail collectif, les citoyen-ne-s etc.

### **3.2.2 Une hypothèse qui se confronte aux ambitions des nouveaux praticiens et aux réalités du terrain**

Au fur et à mesure de l'étude, deux aspects fondamentaux apparaissent.

Le premier élément important est que les nouveaux praticiens sont différents les uns des autres. Ils travaillent sur des champs d'action différents et l'intégration des habitants-es apparaît à différents niveaux du projet. Pourtant l'ensemble de ces collectifs considère travailler dans une démarche participative. Comme vu en deuxième partie, les collectifs travaillent selon trois types d'action : pédagogique, artistique et participative. Ce sont surtout les deux dernières qui ont du mal à se lier.

En effet, même si l'ambition de certains des nouveaux professionnels s'engage dans une déhiérarchisation des savoirs, un travail collectif et partagé de diagnostic, de conception voire de construction, la démarche artistique, quant à elle, a du mal à se

démocratiser. Plusieurs collectifs d'architectes se réservent toujours le rôle du concepteur. Ayant l'expertise du dessin et de la construction, c'est eux qui travaillent sur la forme. Certains d'entre eux décident même de la forme du projet, sans les habitants-es. C'est plus tard dans la démarche que les habitants-es participent aux projets (programmation, gestion). Quelle est l'appropriation possible ? Quelle est la cohérence citoyenne ?

Les projets réellement participatifs sont difficiles à mener car ils remettent en question deux notions : d'une part la démocratie représentative (quel pouvoir est laissé aux citoyens?) ; d'autre part la création artistique (de quelle légitimité faut-il disposer pour créer?). Si la plupart des collectifs cités cherchent, sans former encore un véritable contre-pouvoir, à remettre en cause le premier enjeu (*id est* l'horizontalité du travail, la remise en cause de la ville capitaliste, la politisation de l'aménagement de l'espace), ils se retrouvent rapidement confrontés au second. Issus principalement de formations de conception (architecture, paysage), les collectifs cherchent la remise en cause de l'expertise par la pratique (construction, jardinage). Mais qu'en est-il des a priori esthétiques, d'une culture urbaine et esthétique basée sur l'expérience et difficile à partager? En ce sens, les processus de conception urbaine ne sont remis en cause qu'à la marge.

Les réflexions sont menées autour de la ville, de l'espace public et de l'art. Beaucoup de ces nouveaux collectifs travaillent avec les habitants-es pour questionner l'environnement urbain, le quotidien par des œuvres éphémères. Cependant, quel lien possible entre l'art et la participation citoyenne ? Comment appréhender aussi la notion d'esthétique dans ce genre de travaux ? Une série d'entretiens avec certains de ces collectifs permettrait de travailler sur ces enjeux.

Par conséquent, à la suite de cette première analyse en partie faite grâce à la thèse d'Elise Macaire, de l'ensemble des documents de communication et d'informations de ces collectifs et d'entretiens, il apparaît que la participation citoyenne ne se situe pas aux mêmes niveaux chez l'ensemble de ces collectifs.

L'hypothèse de travail de ce mémoire se voit donc confrontée aux ambitions différenciées des collectifs.

Le deuxième élément important qui apparaît dans la suite du mémoire permet de se rendre compte que les collectifs, malgré leur ambition participative forte, doivent faire face à des aléas qui viennent amoindrir et parfois même, remettre en question l'ambition poursuivie. Ainsi donc, au-delà de l'ambition réelle du collectif, les mœurs de certain-e-s politiques, technicien-ne-s ou les contextes politiques, économiques, etc viennent troubler la démarche de projet. L'environnement n'est pas toujours propice à voir émerger réellement une participation effective des habitants-es et à la soutenir. Cela participerait à remettre en cause trop de fondements tels que la légitimité politique ou encore la légitimité technique. Très souvent, les institutions sont favorables aux démarches innovantes tant qu'elles servent leur cause : elles peuvent être une forme de marketing urbain, à faible coût, amenant de fausses réponses urbaines à des problèmes sociaux...

### **3.2.3 La participation citoyenne dans les projets territoriaux : pratique standardisée ou réelle ambition émancipatrice ?**

Il y a une schizophrénie émergente dans les pratiques des nouveaux praticiens. D'une part, il y a la critique d'un système et d'un autre côté une certaine reproduction qui s'exerce dans les projets, les manières de le mener, cela s'exprime de plusieurs manières.

Un rapport de domination s'installe entre les praticiens et les habitant-e-s de par l'expertise où les professionnels se réservent certaines étapes du projet pour cause de légitimité professionnelle.

La recherche du beau et la question de l'esthétique sont des enjeux importants dans la majorité des rendus, des mises en place de projet. Les stratégies de communication s'élaborent d'ailleurs majoritairement sur cette base. C'est la beauté du projet, du rendu qui séduit les commanditaires, parfois au détriment du travail amorcé en amont avec les habitant-e-s. C'est la dimension spectaculaire qui est plus valorisée que le reste.

La recherche des financements oblige à rentrer dans certaines cases établies par le commanditaire. Les nouveaux praticiens doivent se soumettre à des prérogatives qui ne vont pas toujours dans les valeurs défendues et poursuivies. Cette pression financière liée aux manques de moyens mais aussi au cadre salarié contraignant diminue l'envergure des projets et des ambitions portées. Les projets sont moins engagés, militants mais répondent de plus en plus à la commande publique.

Les nouveaux praticiens sont seuls face à leurs écueils. Une tentative de mise en réseau a eu lieu en 2013 par le collectif ETC à la suite de leur *Détour de France*. C'était le « G20 des activistes urbains ». Autour de la table plusieurs collectifs d'ici et d'ailleurs qui s'engagent dans une *Fabrique Citoyenne*. Après deux jours de discussions, les attentes des uns et des autres n'ont pas permis de formaliser une union ou toute autre chose. Il est difficile de surpasser les difficultés des nouveaux praticiens par ce manque de mise en réseau. Les pratiques professionnelles qui se basent sur un discours commun sont dans les faits bien différentes.

Aussi, « *l'injonction participative*<sup>58</sup> » qui s'organise dans les documents officiels, les projets de loi banalise les pratiques. Certains professionnel-le-s engagent des démarches participatives dans la limite de l'acceptable, tandis que d'autres s'évertuent à faire naître une vraie dynamique citoyenne et volontaire. Certain-e-s habitant-e-s sont lassés d'être sollicités sur des projets dont certains ont une portée limitée en raison de la petite échelle, du manque de moyens humains et financiers. Les « vrais problèmes » comme la précarité, le chômage, le mal-logement ne sont pas résolus et la capacité de réaction sur ces sujets est profondément limitée voire inexistante. Les personnes les plus précarisées, en manque de temps et d'espoir ne sont plus réellement en capacité de participer aujourd'hui. Les habitants-es auraient-ils besoin de projets aux enjeux plus importants ? Les événements ludiques organisés par certains praticiens montreraient-ils à ce moment là leur limite ?

---

<sup>58</sup> « (...) cette demande unilatérale et méprisante faite aux pauvres de se comporter en citoyens, sans leur donner la possibilité de débattre sur le fonctionnement des institutions. » Extrait de CARREL Marion, *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, ENS-Editions, avril 2013

De manière plus globale, c'est l'engagement professionnel qui est mis en question. Comment défendre des principes dans un cadre salarié hyper-contraint ? En favorisant l'émergence de "professionnels de la contestation" les institutions la contrôlent mieux. Face à ce constat collectif, quelle réponse individuelle possible ? Comment défendre des principes dans le cadre de son temps libre, en étant si contraint dans le cadre de son temps salarié (qui constitue la majorité du temps de vie, hors sommeil) ?

## Conclusion

Les nouveaux praticiens sont des professionnels qui décident de s'attacher à de nouvelles valeurs pour mener leur travail. De concert avec les habitants-es, ils développent des outils pour réfléchir à des projets plus intégrés, qui s'attachent à répondre aux besoins des concerné-e-s. Ils travaillent à différentes échelles et avec tous les publics, font du terrain, prennent le temps parfois, s'attachent à développer des projets avec différents acteurs touchant à la transversalité des disciplines (art, numérique, etc). Ils brusquent les codes et expérimentent. Ils testent de nouvelles échelles, de nouvelles actions dans le temps (résidence, bivouac, rendez-vous mensuel etc). Ils s'attardent sur les territoires et sur les gens qui y habitent.

Cependant, les nouveaux praticiens doivent faire face à plusieurs travers comme l'expertise, la difficulté à rester légitime dans leurs valeurs portées, la perte d'une certaine radicalité (rêvée ou effective), mais aussi aux commanditaires qui rendent impossible les transformations internes par la hiérarchisation des pouvoirs et les contrepouvoirs via un contrôle financier.

Pour autant, certaines des tendances observées s'ancrent dans un renouveau généralisé de l'éducation populaire. Le développement d'outils tels que les porteurs de parole, le débat mouvant, ou encore « petite histoire/grande histoire » permet de décroiser les regards, de donner la parole à tous et au plus grand nombre.

La question est de savoir comment créer des formes de contre-pouvoir ? D'après la SCOP Le Pavé, en ce qui concerne les questions spatiales, il s'agit surtout de militer pour des universités populaires portées sur les questions spatiales (quels sont mes droits ? comment se saisir des différents enjeux existants ? sur lesquels pouvons-nous, collectivement, exercer une pression ?). Mais aussi, en développant des outils de débats, accessibles au plus grand nombre permettant aux habitants-es, c'est une proposition, de travailler sur toutes les étapes du projet de territoire afin que la participation citoyenne soit effective à tous les niveaux (même la conception avec une réflexion sur l'esthétique !). Cela éviterait de tourner en rond sur les projets à la

portée limitée en raison, de manière involontaire, des praticiens qui jouent de leur expertise, ou des commanditaires, qui sous-couvert de concertation, gardent la main sur les pouvoirs.

Ainsi donc deux questions centrales subsistent : comment aller au-delà des travers auxquels les collectifs sont confrontés ? Comment trouver les financements nécessaires pour exercer un contre-pouvoir ? Il y a là une nécessité inconditionnelle que l'Etat investisse dans des structures démocratiques avec des moyens permettant d'aller chercher des prestataires professionnels au besoin comme les syndicats font appels aux formations du Pavé.

Au regard de l'impact des luttes urbaines des années 1970 et de la concertation institutionnalisée actuelle, finalement, la participation citoyenne n'est-elle pas effective si seulement elle est appelée par les habitants-es eux-mêmes ?

## Table des figures

Figure 1 : Remède architectural pour les invendus, dessin de Lucien Kroll.....	9
Figure 2 : "The Naked City", oeuvre destinée à une exposition du M.I.B.I, mai 1957.....	12
Figure 3 : Manège urbain construit par le Collectif ETC avec l'aide du collectif Parenthèses.....	31
Figure 4 : Réhabilitation de la fontaine dans le parc Saint Exupéry par le collectif Exyzt.....	31
Figure 5 : La Guitoune en action.....	34
Figure 6 : Ambiances créées grâce à la Guitoune.....	34
Figure 7 : Les Randonnées périurbaines du Bruit du Frigo.....	35
Figure 8 : Itinéraire de la randonnée périurbaine #2.....	35
Figure 8 : Les huit échelons de la participation selon Sherry Arnstein.....	38
Figure 9 : Les étapes-clés d'une démarche de projet participative.....	42
Figure 10 : Extrait de l'étape « conception » dans le cadre d'un projet d'aménagement collectif d'un espace délaissé à St Ouen, projet de l'association Robins des Villes.....	43
Figure 11 : Démarche d'un projet artistique mené par le collectif Exyzt.....	45
Figure 12 : Le centre bourg de Bossieu réfléchi et réaménagé collectivement.....	46
Figure 13 : Méthodologie pour la mission Bazar de Friche à Saint-Ouen.....	50
Figure 14 : Contexte du projet de l'aménagement collectif de la Dalle.....	51
Tableau 1 : Une rhétorique encline à la participation citoyenne de la part des collectifs.....	41

# Bibliographie

## Ouvrages

ASGER Jorn, Pour la forme, Editions Allia, 1957

ARDENNE Paul, Un art contextuel : Création artistique en milieu urbain, en situation, d'intervention, de participation, Flammarion, coll. Poche, 2004.

AUGE Marc, Non-Lieux, Seuil, 1992.

BARDET Gaston, Missions de l'urbanisme, Editions de l'Ouvrière, 1949

BOUCHAIN Patrick (sous la direction de), Simone & Lucien Kroll une architecture habitée, Actes Sud, 2013, 358p

CARREL Marion, Faire participer les habitants ? *Les quartiers d'habitat social entre injonction participative et empowerment*, Lyon, ENS Editions, 2013.

DE CERTEAU Michel, L'invention du Quotidien, 1980

DEBORD Guy, La société du spectacle, 1967

DONZELOT Jacques, Quand la ville se défait, *Quelle politique après la crise des banlieues ?*, collection Points, 2008

DONZELOT Jacques, Vers une citoyenneté urbaine, éditions Rue d'Ulm, 2009

GHORRA-GHOBIN, Réinventer la ville : les espaces publics à l'heure globale, L'Harmattan, 2001, 265p.

GOFFMAN Erving, Comment se conduire dans les lieux publics : notes sur l'organisation sociale des rassemblements, 2003, 306p

HABERMAS Jürgen, L'espace public, éditions Payot, 1978

HATZFELD Hélène et Marc, RINGART Nadja, Quand la marge est créatrice, *les interstices urbains initiateurs d'emploi*, éditions de l'aube, 1998

HAYOT Alain, SAUVAGE André, Le projet urbain : enjeux, expérimentations et professions, Ed. de La Villette, 2000, 401p.

HUIZINGA Johan, Homo Ludens, Essai sur la fonction sociale du jeu, 1951, 350p.

ILLICH Ivan, La Convivialité, Le Seuil, 1978, 158p.

MAUREL Christian, Éducation populaire et puissance d'agir. *Les processus culturels de l'émancipation*, Paris, Éditions L'harmattan, 2010

METRAL Jean (ouvrage coordonné par), Cultures en ville ou de l'art et du citoyen, éditions de l'aube, 2000

MICHON Pascal (sous la direction de), Zones Urbaines Partagées, éditions Synesthésie, 2008

MONGIN Olivier, La condition urbaine, Le Seuil, 2007, 325p.

NEZ Héroïse, DEBOULET Agnès, Savoirs citoyens et démocratie urbaine, PUR, 2014, 137p

NICOLAS-LE STRAT Pascal, Expérimentations politiques, Fulenn, 2007

NICOLAS-LE STRAT Pascal, L'implication, une nouvelle base de l'intervention sociale, L'Harmattan, 1996

NORYNBERG Patrick, Faire la ville autrement, Yves Michel, 2011, 171p.

PAQUOT Thierry, Des corps urbains, sensibilités entre béton et bitume, Ed. Autrement, 2006

SAEZ Jean-Pierre (sous la direction de), Culture et Société, un lien à recomposer, éditions de l'attribut, 2008

SANSOT Pierre, Poétique de la ville, Ed. Payot & Rivages, 2004, 625p.

SEGAUD Marion, Anthropologie de l'espace : habiter, fonder, distribuer, transformer, Armand Colin, 2012, 245p.

SINTOMER (de) Yves, Gestion de proximité et démocratie participative, Editions La Découverte, 2005

ZEPF Marcus (sous la direction de), Concerter, gouverner et concevoir les espaces publics urbains, PPUR, 2004

## **Articles**

AMBROSINO Charles, « Ces esthétiques qui fabriquent la ville », in TERRIN J, La ville des créateurs, St-Etienne, 2012

ANGOTTI Tom, Advocacy and Community Planning : Past, Present and Future, in *Progressive Planning Magazine*, 2007

ARNSTEIN R. Sherry, 1969, « A ladder of citizen participation » dans l'article de Donzelot Jacques et Epstein Renaud – Démocratie et participation : l'exemple de la rénovation urbaine. Publié dans Esprit (dossier « Forces et faiblesses de la participation »), n°326-2006

ARNSTEIN, Sherry R. (1969) « A ladder of citizen participation », *Journal of the American Institute of Planners*.

BACQUE Marie-Hélène, GAUTHIER Mario, Participation, urbanisme et études urbaines, *Quatre décennies de débats et d'expériences depuis « A ladder of citizen participation » de S. R. Arnstein*, Participations, 2011/1 n°1

CALVET Catherine (de), Thierry Paquot : «Les mégapoles multimillionnaires doivent décroître» (en ligne), in *Libération*, 24 avril 2015

DAVIDOFF Paul, Advocacy and pluralism in planning, in *Journal of the American Institute of Planner*, n°31, nov. 1965

FEVRE Anne Marie (de), Les Kroll, une utopie habitée (en ligne), *Libération*, 11 octobre 2013

GWIAZDZINSKI Luc, De l'expérience géo-artistique à un nouveau design métropolitain. Hybridation des pratiques et esthétisation des espaces publics, in Rouet G., Dufoulon S., 2014

MACEL Christine et Valérie GUILLAUME (éds.), Invention du local, épuisement des lieux, in *Airs de Paris*, Paris, Editions du Centre Georges Pompidou, 2007

MCCAN Eugene, La réappropriation de la démocratie urbaine (en ligne), in *La Vie des Idées*, 5 décembre 2008

MOREAU Thomas, L'urbanisme situationniste : une notion à la dérive, in *Le Comptoir*, 2014

NICOLAS-LE STRAT Pascal, Occupation temporaire, in *Multiplicité interstitielle*, 2006, 2007, « Interstices temporaires », 2005, « Un projet d'éco-urbanité » (ECObox), 2004.

PAQUOT Thierry, Le jeu des cartes des situationnistes, in *CFC*, n°204, juin 2010

SCHINDLER Suzanne, Le community design aux Etats-Unis, in *L'architecture D'Aujourd'hui*, n°362, janvier-février 2006, pp 104.111

## **Rapports**

DUBEDOUT Hubert, Ensemble, refaire la ville, la Documentation Française, 1983

## **Revues**

*Cassandra* n°68, Un espace de moins en moins public, hiver 2007

Désurbanisme, Fanzine de critique urbaine (2001-2006), Détruire les villes avec poésie et subversion, Grenoble, Le monde à l'envers, 2014, 549 pages

Faire la ville avec les habitants-es : une utopie ? *Territoires* n°489, juin 2008

*L'Internationale situationniste*, n°1, en 1958

*Les Lèvres nues*, n°9, ?

*Multitudes* n°31, Agir urbain, hiver 2008

*Revue Urbaine*, numéro consacré au « désaménagement », n°14, été – automne 2007.

*Revue Urbanisme*, Rue des Cités, n°353, mars-avril 2007

## **Thèses**

MACAIRE Elise, L'architecte à l'épreuve de nouvelles pratiques, thèse de doctorat en architecture, sous la direction de Zetlaoui-Léger Jodelle, Université Paris-Est, 2012

## **Conférences**

Lucien Kroll, à propos de l'opération, à Bethoncourt-Montbéliard, en conférence avec Hans Ulrich Obrist et Rem Koolhaas, Brussels Air Fair, avril 2012

CAUE de Paris, Co-construire, *ou comment associer les citoyens à la fabrication de leur cadre de vie ?*, 4 juin 2015, au Pavillon de l'Arsenal,

## **Emissions de radio**

PAQUOT Thierry, LUSSAULT Michel, Une autre ville est-elle possible ?, Dans la grande table (2<sup>ème</sup> partie), France Culture, avril 2015, 35 min

## **Ressources Internet**

Site internet de Notre Atelier Commun, document écrit « Références 2011 »  
[http://ddata.over-blog.com/xxxyyy/1/51/74/17/1107\\_REF-NAC.pdf](http://ddata.over-blog.com/xxxyyy/1/51/74/17/1107_REF-NAC.pdf)

Site internet de Destination Patrimoine : <http://www.destinationpatrimoine.fr>

Site internet de l'Agence d'Architecture Autogérée, dit AAA :  
<http://www.urbantactics.org>

Site internet de La manufacture des paysages :  
<http://www.lamanufacturedespaysages.org>

Site internet de Cabanon vertical : <http://www.cabanonvertical.com>

Site internet de La Compagnie des Rêves Urbains : <http://desrevesurbains.free.fr>

Site internet du Collectif EXYZT : <http://www.exyzt.org>

Site internet de De l'Aire : <http://www.delaire.eu/coordination-de-projets/centre-bourg-bossieu> et <http://www.delaire.eu/>

Site internet de Les Saprophytes : <http://www.les-saprophytes.org>

Site internet de Bazar Urbain : <http://www.bazarurbain.com/actions/renaudie/> et  
<http://www.bazarurbain.com/>

Site internet de Bruit du Frigo : <http://www.bruitdufrigo.com/> et  
<http://www.bruitdufrigo.com/index.php?id=193>

Site internet de Cochenko : <http://www.cochenko.fr> et <http://www.cochenko.fr/LES-GUITOUNES-1>

Site internet de l'Atelier/TRANS305 :  
<http://www.trans305.org/fra/index.php?page=186>

Site internet de Marchands de sable : <http://lesmarchandsdesable.free.fr>

Site internet de Carton Plein : <http://www.carton-plein.org/index.php/carton-plein/demarche/2/>

Site internet de Design Territoires Alternatives (DTA) : <http://www.design-territoire-alternatives.fr/DTA/equipe.html>

Site internet de Mains d'Oeuvres : <http://www.mainsdoeuvres.org>

D'autres sites consultés :

<http://lapanacee.org/fr/exposition/machine-habiter>

<https://leteilgaribaldi.wordpress.com>

<http://www.urbantactics.org/projectsf/cuisineurbaine/cuisineurbaine.html>

# Annexes

## Annexe 1 : Elaboration de ma problématique

Rôle(s)	Contexte	Définition	Esthétisation	Outils
<p><i>apaise? maintient? déclenche/émancipe?</i></p> <p><b>Rôle(s)</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>* Quels changements sont amenés dans la discipline de l'aménagement, de l'urbanisme ?</li><li>* Ce type de structure s'inscrit-il dans le jeu d'acteurs classique de l'aménagement du territoire ? Si oui, comment ?</li><li>* Nouveaux praticiens ?</li></ul> <p><b>Projets</b></p> <p><i>Le cas de la réappropriation des friches</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>* Enjeux, méthode, but</li><li>* Quid de la friche (espace d'entre deux, espace semi-public, public, de proximité, espace hybride)</li><li>* Quelle ambition poursuivie sur ce type d'espace ?</li><li>* Quelle analyse possible ?</li></ul> <p><b>Echelles</b></p> <p><i>Micro-locale, de proximité</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>* Laquelle? Pourquoi? Plurielles?</li><li>* Quelle transposition possible à d'autres échelles?</li><li>* Y-a-t-il un changement de paradigme? (réaction opposée au mondial, global)</li></ul>	<p><b>Contexte</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>* Que se passe-t-il aujourd'hui ?</li><li>* Y'a-t'il un terreau favorisant la montée de ce type de structures ?</li></ul> <p><b>Innovation</b></p> <p><i>outils, façon de faire, regard, démarche, nouvelles pratiques</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>* En quoi cela s'inscrit dans une dynamique innovante?</li><li>* Qu'est ce qui fait innovation ?</li></ul> <p><b>Robins des Villes</b></p> <p><b>Ambitions</b></p> <p><i>Démarche sensible, consciente et citoyenne ?</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>* Dans quoi leurs démarches s'inscrivent-elles?</li><li>* Quelles ambitions sont portées ?</li><li>* Quels sont les buts ?</li></ul> <p><b>Limites</b></p> <p><i>portée limitée, transposition à d'autres échelles compliquée, la place de l'expert difficile à délaissier</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>* Quelles sont les limites de ces collectifs? de leurs démarches?</li></ul>	<p><b>Définition</b></p> <p><i>Les nouveaux praticiens des territoires</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>* Les Robins des Villes, c'est quoi ?</li><li>* Qu'est ce qui caractérise cette association ? Y'en a-t'il d'autres ?</li><li>* Nouvel acteur dans la typologie des acteurs de la ville ?</li></ul>	<p><b>Esthétisation</b></p> <p><i>Le sur-mesure global</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>* La valorisation habitante : quelle réflexion collective sur l'esthétique ? Esthétique est laissée aux experts</li><li>* Quels points communs entre toutes ces démarches similaires dans le monde ? l'uniformité du modèle (matériaux, ambiance, etc)</li><li>* L'émergence de la <i>ville spectacle</i>?</li></ul>	<p><b>Outils</b></p> <p><i>éducation populaire, décalés, multiples, nouveaux, adaptés</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>* Quels sont les outils utilisés?</li><li>* Quelles sont leurs particularités?</li><li>* S'agit-il là de nouvelles manières de faire l'aménagement ?</li></ul>

## **Annexe 2 :**

### **Grille d'entretien organisée par Coline Rande**

**Entretien de 45 min à 1h**

**Historique** : racontez-moi votre histoire

Qu'est ce qui a provoqué votre création ? origines, commencement

Comment définiriez-vous votre association ?

Quelles sont les ambitions et les valeurs que vous portez ?

Dans quel cadre théorique (bouquins, auteurs), dans quelles références vous vous inscrivez ?

Notez-vous des évolutions depuis votre création ? Changements de cap, de méthode, une radicalisation, un assouplissement...

**Explicitations du projet :**

Sur quels projets travaillez-vous ?

Quels outils développez-vous ?

Y a-t-il des habitants-es qui participent à vos actions ? A quel moment du projet les attendez-vous ?

Pouvez vous me dire à quelles étapes de travail de votre projet sont invités les habitants-es ?

Quel regard portez-vous sur la notion d'esthétique dans le projet ?

Qui sont vos commanditaires ? Qui sont vos financeurs ?

Selon vous, pourquoi s'adressent ils à vous ? Quels regards ont ils sur votre travail ?

Avec quels autres acteurs travaillez vous ?

A quelle échelle travaillez-vous ?

**Analyse sincère et critique :**

Dans les faits, quelle est généralement votre marge de manœuvre ?

Comment définiriez-vous votre rôle ?

Comment se traduisent vos ambitions dans chacune de vos démarches ?

Qu'est ce que vos valeurs et vos ambitions deviennent au contact du terrain et des réalités qui en découlent ?

A partir de votre expérience, remarquez-vous un changement dans les consciences de vos commanditaires ? Remarquez-vous un changement dans les manières de faire ?

Aujourd'hui, quel est votre ressenti par rapport à vos projets ? *commandes et réalisations*

Comment définiriez-vous votre action ? Si vous l'évalueriez

Qu'est ce qui pourrait améliorer votre action ?

Êtes-vous satisfaits du travail que vous faites ? *frustration, contentement...*

C'est quoi votre projet idéal ? *votre place, celle du commanditaire, celle des PP, celle des habitants-es, etc*

### **Annexe 3 :**

**Entretien dans un parc, avec Mattia Paco Rizzi du collectif Exyzt, 52min**

**Le Mardi 14 avril**

#### **Prise de notes**

Travail sur l'espace public

A la base c'est 5 architectes dont un départ sur le travail d'une thèse sur l'architecture durable av Patrick Bouchain

Idées portées : architecture vivante

Renommée internationale

Schisme en deux groupes : un plutôt événementiel, l'autre plutôt radicalisation dans l'architecture avec Nicolas Henninger qui se concentre sur les espaces publics

Collectif Exyzt se termine, dernière action à Montpellier sur la Panacée

Aucune dimension financière, personne ne vivait de ça et cela permettait une liberté totale dans le choix des projets choisis. L'expression architecturale, les idéaux politiques étaient deux choses auxquelles le collectif tenait beaucoup. Le projet était choisi pour sa valeur.

Toutes sortes de figures présentes dans le collectif : architecte, graphiste, botaniste, menuisier, photographe, tous les corps du bâtiment quasiment

Echelle de la friche, des espaces vacants, désaffectés, des entre deux bâtiments. La plus grande échelle travaillée est la place publique

Projets effectués : de 3 jours (hôtel PopAp) à 3 ans (Place publique, en partenariat avec de l'Aire, enquête/diagnostic exécuté en atelier tous les 3 mois, collectif Exyzt était sur l'aspect intervention/scénographie)

La place des habitants-es : il n'y a pas de conception participative, collectif Exyzt travaille entre l'art et l'architecture, les habitants-es sont intégrés au projet pour le faire vivre, l'animer, en faire la programmation ou encore sur les petites tâches comme poncer, peindre, faire la bouffe etc. Ils sont spectateurs de la beauté du geste et en deviennent acteurs plus tard.

« A projet inattendu, geste inattendu », le projet tel que le collectif Exyzt le conçoit c'est éphémère, événementiel, extraordinaire !

La concertation n'est pas possible, ni la décision horizontale. Chacun a un rôle, des compétences, des diplômes et c'est très bien comme ça, sinon ça ne marche pas.

L'esthétique est importante. La beauté est universelle. Même les pauvres, les quartiers sensibles sont sensibles à la beauté. Il faut arrêter le mobilier en palettes ! Les palettes sont

vues tous les jours au travail, par les travaux etc mais être sur du bois brut, des beaux matériaux.

Il s'agit très souvent d'une commande artistique. La liberté est donc totale. Le collectif propose une histoire en fonction du terrain. Le cadre général du projet est fixé à ce moment là. Lors de la résidence, il y a un recalibrage par rapport à l'allure, aux espaces, les détails sont validés sur le terrain.

« Construire, habiter, activer »

Mattia se met à parler en son nom.

Il a du s'adapter au protocole du collectif puisqu'il l'a rejoint en 2010.

Points positifs :

- l'événement, la poudre aux yeux, la magie,
- l'expertise, les professionnels et le travail de qualité, la barrière a été mise très très haute

Points négatifs :

- les suites, l'héritage, le collectif laissait faire l'hasard

En off Mattia m'a dit qu'il arrêterait tout ça et s'investissait plus dans le dessin et la menuiserie. Le point de chute ? Lors de la rencontre avec un habitant qui lui a dit « Ha oui des gens comme vous j'en ai vu une dizaine passer faire leur projet, c'est bien sympa ce que vous faites mais ça n'empêche pas que le soir je mange toujours de la merde ». Mattia refuse d'être la vaseline sociale et se dirige vers d'autres chemins.

## **Annexe 4 :**

**Entretien téléphonique de 51 min avec Yvan Detraz, Bruit du Frigo**

**Le jeudi 21 mai 2015**

### **Prise de notes**

1. Commencement quand ils étaient étudiants, 95-96, 3<sup>ème</sup> année d'archi. Manque pointé par rapport aux enseignements et enseignants de l'école, impossible d'avoir des discussions avec le rapport des gens, contact au quotidien et au réel compliqué, c'était problématique. Prise de décision de monter des actions dans l'espace public, dans la rue, installation de micros ateliers sur les places, dans des rues passantes, créer un environnement convivial, offrir un café, supports (carte, etc) engager une conversation av les gens, créer un espace de dialogue et de débat, se frotter aux quotidiens des habitants. Pas d'idée de construire une pratique professionnelle, pas de référents, pas de structures qui ont commencé à mettre en place ces pratiques, ils pensaient que c'était impossible d'en faire son métier. Pratique à réinventer autour de ça : idée qui émerge. Equipe quartier propose la gestion culturelle au BDF (construction méthodes, outils de travail), éloignement de plus en plus de la pratique traditionnelle de l'archi. Inventer des choses en interface entre usages/habitants et le monde professionnel. Création 1997
2. Ambitions/valeurs : Imaginer une fabrique de nos espaces de vie plus partagée, occasion d'une expérience et d'une action collective, idée de travailler différemment

la question de la fabrique de la ville, impliquer les différentes parties prenantes dans cette dynamique là. La fabrique de la ville : prétexte pour favoriser la création collective.

3. Influencé par le secteur artistique : Robert Smithson, Gordon Matta Clark, travail autour des espaces délaissés, des situationnistes ; écrit de Friedman
4. BDF : au début, paysage de la question de faire av l'autre était inexistante, pas de clients potentiels pour s'engager dans cette expérience, passage d'une situation au niveau du seul au milieu du désert ; aujourd'hui pratiques intégrées dans les processus urbains, dimension participative forte. Choses intéressantes, d'autres beaucoup moins. Culture de la participation et de la co-production de la ville est en train de se construire. Métier à par entière qui s'est constitué. Notre pratique a évolué, avant projet dans la marge, initier contre une volonté politique ; aujourd'hui on répond à des collectivités, des commandes officielles publiques qui souhaitent impliquer des habitants dans les PU (pour des raisons plus ou moins bonnes). Dimension militante perdue pour faire exister cette pratique là. Pratique qui s'est banalisée dans un certain sens. Mais c'est l'objectif que l'on visait. L'idée n'était pas de rester dans une marginalité permanente.
5. Travail sur des projets extrêmement différents, dizaine de projet en cours : projet sur un quartier de Bordeaux (propre initiative, impulser par le BDF, possibilité d'imaginer notre propre projet) la grand R.U.E (cohabitation dans la rue), dans un quartier d'habitations, de vie nocturne, et de prostitués, beaucoup de SDF, c'est un espace très approprié et vécu, travail autour de l'art (intervention d'artistes (illustration, écrit) qui travaillent av des acteurs de ce quartier là (structures d'animations locales, sncf, association de prostitués), installation éphémère restitution en juin pendant une semaine (restitution de tout le travail) ; le projet de refuge périurbain questionne usage de l'espace public dans le périurbain, comment cela peut il être des territoires propices à la randonnée, installation le long de ses circuits des refuges (œuvres architecturales de petite taille qui ont une capacité d'accueil entre 6 et 9 personnes, installées dans des lieux stratégiques de la banlieue bordelaise) + 5 autres projets
6. Chaque projet est envisagé comme une expérience artistique unique, constante dans la méthode, histoire nouvelle, outils inventés à chaque fois dans le contexte. La question de l'occupation éphémère de l'espace public à travers des constructions est notre valise pédagogique à nous. Expérience de la marche. Mise en place de mobilier qui amène des usages différents (prendre un bain sur l'espace public par exemple)
7. Habitants présents au début (construction avec), pendant, après. Intervenir sans annoncer ce qui va se passer (stratégie d'éruption), cela constitue une action de communication qui ouvre une brèche dans le quotidien. Le chantier pose une intrigue dans le territoire. Mais aussi à plein de moments du projet : rencontres, ateliers. BDF donne une forme finale et assume son rôle de concepteur, en tant qu'architecte, il n'y a pas d'habitants à ce moment là.
8. Esthétique : on se la pose pas vraiment, en même temps inévitablement y a une esthétique qui se dégage des projets concrets. Démarche globalement culturelle et artistique, et citoyenne. Question de faire œuvre on se la pose pas. Même si on est façonné par une esthétique.

9. Commanditaire : collectivité (mairie, communautés d'agglomération), centre d'art/culturel, bailleurs, sncf et nous-même  
Financeurs : prestations, subventions
10. Premier travail : « qui c'est qui agit sur le territoire ? » (inventaire des acteurs, les rencontrer, comment ils travaillent) ; deuxième temps : imaginer un processus qui les rendent acteurs et moteurs ds le processus s'ils le souhaitent (centre social, riverain, école, entreprise), les amener vers d'autres dynamiques et aussi voir quels relais ils sont
11. Echelle : micro (mobilier) à la métropole (refuge)
12. Marge de manœuvre : variable (certaines collectivités territoriales donnent carte blanche avec des résultats plus intéressants, les démarches d'appropriation sont plus fortes ; projets plus étriqués dans l'approche où l'on est plus cadré dans la commande (un territoire précis avec une question précise avec un attendu précis et des résultats mesurables, c'est dans logique d'efficacité). Réelle exigence dans l'énoncé des projets (refus de beaucoup de choses de BDF), nous avons des projets visibles qui essaient de tracer une ligne/un périmètre de travail et d'approche qui peuvent intéressent et qui fait que les gens qui veulent s'adresser à nous et cherchent une spécificité, savent ce qu'on fait
13. Rôle : défricheur. Notre vertu n'est pas de répondre à une question précise pour un résultat précis mais d'amener les élus, archi, habitants sur un terrain d'invention, d'expérimentation Un rôle d'entremetteur entre ces différents partis là pour leur montrer qu'on peut coopérer pour vivre des aventures concrètes
14. Changement dans les consciences de vos commanditaires : élus marqués par l'expérience, ils ne savent pas trop comment se dépatouiller. Malheureusement beaucoup de situations où le politique finit par prendre peur et faire machine arrière (notamment l'année dernière avec le contexte électoral). La principale évolution est chez les techniciens, ils se sont fabriqués une culture critique (ce qui veulent ou pas). Chez les élus c'est plus compliqués, chez les architectes aussi, beaucoup considèrent qu'y rien à faire dans un processus urbain et architectural
15. Ressenti par rapport aux projets : un peu tôt pour le dire, le risque c'est de commencer à tourner en rond et de ne pas franchir le pallier supplémentaire, nous sommes en quête du territoire de projet où l'on peut travailler avec le maîtrise d'œuvre, aller sur de l'opérationnel et aller sur de la co-production à tous les niveaux. Les démarches sont en amont ou en accompagnement des projets (émerger, besoin, établir des programmes, et c'est tout). Ambition serait d'aller jusqu'à la livraison. Il faudrait qu'elle se retrouve à tous les niveaux (concevoir même, participer physiquement, matériellement). Il faut expérimenter ça et trouver les contextes pour ça.  
Dérive spectaculaire : coté animation, spectacle, festif attire et ca c'est un peu le piège. Ce qui est important c'est le fond, le processus. Processus qui visent à transformer les lieux se réduisent à du spectacle, pour faire court. Des commanditaires qui veulent un spectacle.
16. Evaluation : ce qui reste à inventer et les écueils à éviter
17. Des fois contents et plein de moments : on se dit des fois qu'on aurait mieux fait de faire différemment. C'est dur d'être satisfait dans ce qu'on a fait. On commence à pouvoir dire qu'on est satisfait du projet des refuges (après avoir été vécu ce combat de 10 ans), mais après ca peut prendre des tournures qui ne sont pas celles qu'on

souhaite. Notre mission finit, nos projets peuvent perdurer, planter des graines, voir comment ca va pousser. Des fois il se passe rien, et d'autres fois le résultat est complètement incroyable et inattendu et qui va au-delà de nos attentes.

18. Projet idéal : j'en ai pas. Chaque expérience est envisagée comme quelque chose d'unique, on cherche à ce que ca nous amène sur des terrains qu'on connaît pas. On n'a pas modélisé un processus idéal. On est dans le tâtonnement et l'expérimentation permanente. Aller jusqu'au bout des choses, on reste sur notre fin sur tous les projets. On accompagne une vraie mutation, un vrai changement. Objectif participation à tous les niveaux.

## **Annexe 5 :**

**Entretien dans un bar, Mathieu Champmartin de l'association Robins des Villes, 53min**

**Le Mardi 12 mai**

### **Prise de notes**

1. Réforme ministérielle vis-à-vis des écoles d'architecture (infrastructure, artistique, politique). Réflexion à Vaulx-En-Velin, ceux sont les premières Rencontres du Cadre de Ville qui s'amorcent. Bruit du Frigo s'organise au même moment mais prend d'autres positions que celles des Robins.

2. Robins des Villes est pluridisciplinaire. Il y a de l'animation sur des questions d'espaces, d'aménagement. L'idée est de porter la parole habitante, de transmettre des outils d'action, de réflexion sur la ville. Mais aussi d'accompagner les habitants et les projets contre le projet initial. Aujourd'hui, faire ça est plus compliqué. Le projet consiste à ouvrir des espaces de parole.

3. Mieux répartir, déhiérarchiser, faire en sorte que la prise de décision soit horizontale. Les habitants ont aussi une parole, aussi impliqués que le décideur et que le concepteur. Nous transmettons des outils pour permettre un accès aux enjeux urbains.

4. Cadre théorique : propre aux salariés, cela évolue tout le temps, fil conducteur reste quand même l'éducation populaire

5. Evolution : le premier tournant c'est lorsque il commence à y avoir des salariés. Le rapport financier et la recherche de projets change la dynamique associative (avant portée seulement par des bénévoles).

Le deuxième tournant c'est lors du redressement judiciaire, il y a une perte des salariés, et des réflexions autour de la stratégie à adopter.

Le troisième tournant c'est lors de la création des antennes avec une réflexion autour de l'autonomie ? d'un partage de valeurs communes ?

Le tournant actuel, qui est un quatrième tournant : Il n'y a plus que 4 salariés au lieu de 10, les difficultés financières sont fortes. Quelles suites possibles ?

Tout cela entraîne un déséquilibre du rapport de force, avant l'association était plus engagée politiquement. Maintenant, elle accompagne la mobilisation habitante en réponse à des appels à projet pour la concertation par des collectivités territoriales

6. Projets : / *en tant que stagiaire, je les connais*

7. Outils : beaucoup sont développés en éducation (école, centre de loisirs), ils concernent la transmission, des support aux débats. D'autres outils sont développés pour le recueil par des objets du quotidien. Les outils sont développés tout le temps, il y en a constamment de nouveaux. Il y a d'ailleurs un souci par rapport à ca. Quelle capitalisation possible ?

8. Habitants : oui. Même des habitants bénévoles. Les habitants sont attendus à toutes les étapes (diagnostic, conception, production, valorisation, restitution). L'idéal serait de créer le projet avec eux, c'est à dire l'étape de préparation. La démarche est plus importante que le résultat. Il faut une transmission de connaissance, un partage mutuel. Ceux sont les ateliers qui sont facturés par l'objet final. Nous sommes plus animateurs que concepteurs.

9. Esthétique : inexistante. Comment on fait pour que les habitants soient là à ce moment là ? Nous avons besoin de nouvelles compétences comme le design. Avec les projets autour des friches, RDV devient un coconcepteur avec les habitants. Quels outils pour répondre à ça ? L'esthétique est une notion personnelle, comment l'introduire dans un débat collectif ?

10. Commanditaires : collectivités, aménageurs. Y a des projets où nous sommes nos propres commanditaires et aussi où le commanditaire est celui à qui appartient la friche sur laquelle on travaille. Il y a plus de partenariats que de prestations.

*Pourquoi s'adressent-ils à vous :* Aujourd'hui la concertation est une mode, pour éviter les luttes, on règle le conflit en amont pour faire le projet. Il y a un besoin d'appropriation. Certaines fois c'est pour de la communication et de l'instrumentalisation. L'association ce n'est pas cher et cela peut demander des subventions.

11. Travail avec d'autres partenaires associatifs (naturalistes, environnementaliste, jardinier, artiste) et de la maîtrise d'œuvre (architecte). Il est difficile de travailler avec les architectes. Ils ont peur qu'on leur vole leur travail.

12. Echelle : micro échelle, c'est un moyen d'éviter les enjeux politiques et financiers. La marge de manœuvre est plus importante. L'idéal serait un diagnostic sur une échelle de quartier, traduit à court terme sur un ou deux espaces, avec des propositions sur une grande échelle à moyen/long terme.

13. Marge de manœuvre : Elle est différente à chaque fois. Idéal c'est de l'identifier dès le début pour s'adapter et rester pertinent plutôt que de se faire dépasser. Pour Saint Denis, la marge de manœuvre était totale. Mais cela est à trop petite échelle et les habitants ne voient pas d'enjeux.

14. Rôle : partage, animation

15. Méthodologie : la même qui marche bien : diagnostic, sensibilisation, production. On questionne aussi les outils : pourquoi on les crée ? Qu'est ce qu'on veut en faire sortir ? La relation au commanditaire peut écarter des ambitions. Le commanditaire a des contraintes dont on est dépendant. Il faut être vigilant. Et toujours rester transparent avec les usagers et les habitants qui ont du pouvoir surtout s'ils sont mobilisés.

Ambitions et valeurs au contact du terrain : elles deviennent pragmatiques. L'animation et l'éducation sont un processus qui ont du sens. Il permet de relativiser le reste.

16. Changement conscience commanditaire : Pas de changement au fond de la pensée mais des changements dans la manière de faire. Ils vont beaucoup sur la pratique, l'art. Aujourd'hui il n'y a pas de réunions mais des ateliers de construction. Mais n'est ce pas excluant ? Pourquoi y a t'il l'un ou l'autre ? Et pas les deux ? Aussi, les prises de décision ne sont toujours pas partagées.

17. Ressenti par rapport au projet : il n'y a pas assez de temps pour les projets de concertation, un manque d'accompagnement dans la gestion et le suivi. Aussi, en ce moment il y a des soucis financiers dans la construction. Il n'y a pas de sous pour financer les projets. Les choses qui coutent le moins se trouvent dans les démarches participatives. Il y a de faibles intérêts des habitants dans les prises de décision, c'est dur d'être sur du moyen et long terme. Il y a une acculturation au fait qu'on n'ait pas le pouvoir. Il faut trouver les micro espaces de liberté. Les habitants le font seul sans structures locales.

18. Action et évaluation : le travail des Robins est intéressant par la création des outils, il y a 36000 trucs différents. Nous nous questionnons sur l'esthétique mais aussi sur la base du projet : comment on crée des projets qui viennent des habitants ? En sachant qu'il faut être financé et rémunéré en tant que salariés.

19. Améliorations : 1. Les salariés devraient être coordinateurs : donner des clés, être garant des valeurs de l'associations, ce serait le bénévole le porteur de projet ; 2. Accepter d'être dans l'échange de savoir faire, de transmission, d'échange de ressources ; 3. Trouver des projets sur des temps longs dans des micro espaces.

20. Satisfaction du travail : Oui, même si les conditions ne sont pas si simples. Mais je n'ai pas trouvé mieux pour l'instant. Je suis satisfait car libre, autonome, nous sommes dans la création, les nouveautés et cela est toujours différent. Ce qui me saoule c'est la gestion administrative.

21. Projet idéal : ce serait une démarche à cheval entre l'éducation populaire, le faire ensemble, la relation à l'espace, un projet s'inscrit dans un lieu, un quartier. Il n'y a pas de lien avec la prise de décision institutionnelle. On travaillerait sur autre choses : construction d'objet, psychogéographie, animation. Le côté politique se trouverait dans la discussion par dans l'action. L'action politique que j'aurai sera hors de mon travail.

**Annexe 6** : Extrait de MACAIRE Elise, L'architecte à l'épreuve de nouvelles pratiques, thèse de doctorat en architecture, sous la direction de Zetlaoui-Léger Jodelle, Université Paris-Est, 2012

**Figure 60. Types d'intervention rencontrés au cours de l'enquête**

<b>Actions pédagogiques</b>	<b>Actions artistiques</b>	<b>Actions participatives</b>
<b>Sensibilisation</b> à l'architecture, découverte culturelle, historique... Découverte d'un quartier et des pratiques de l'espace	<b>Installations dans l'espace public</b> , intervention par exemple pour un centre social, pour un lieu culturel, une collectivité	<b>Etudes amont</b> de participation des habitants à la réalisation d'un diagnostic comprenant par exemple le recueil des attentes des habitants, une analyse des usagers, un travail en milieu scolaire, en précision d'un projet d'aménagement
<b>Expérimentation</b> sur un projet fictif : aménager un espace public par exemple	<b>Manifestation artistique</b> , fêtes, festivals, performances...	<b>Accompagnement d'un projet</b> d'aménagement dont une autre équipe est mandatée par la maîtrise d'œuvre, souvent avec une mise en place d'actions artistiques et réalisations éphémères
<b>Aménagement</b> d'une cour d'école avec prise de connaissance d'un	<b>Expositions</b> , enquête par exemple sur un quartier et ses modes de vie, sur des	<b>Prise en charge d'un projet</b> d'aménagement dans sa globalité (exemple de la cour

processus de projet allant de la conception à la réalisation	pratiques culturelles, intervention dans le cadre de communautés spécifiques	d'école ou de l'aménagement d'un espace public)
--	--	---

